

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

F. 2001 — 976 [C — 2001/07087]

22 MARS 2001. — Loi modifiant certaines dispositions relatives aux statuts du personnel militaire

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions modificatives

Section 1^{re}. — Modification de la loi du 18 mars 1838 organique de l'Ecole royale militaire

Art. 2. L'article 1^{er} de la loi du 18 mars 1838 organique de l'Ecole royale militaire, remplacé par la loi du 6 juillet 1967, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par élève :

1° le candidat officier de carrière des forces armées qui suit une formation d'officier à l'Ecole royale militaire, ci-après dénommée l'Ecole;

2° tout autre élève, ayant ou non la qualité de militaire et possédant ou non la nationalité belge, qui satisfait aux conditions d'admission que le Roi peut fixer et qui a été agréé par le ministre de la Défense nationale. »

Art. 3. L'article 1^{er bis} de la même loi, inséré par la loi du 6 juillet 1967, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er bis}. § 1^{er}. L'Ecole est un établissement militaire d'enseignement supérieur, chargé de la formation académique, militaire, sportive et caractérielle des élèves.

Le Roi peut charger l'Ecole de missions complémentaires qui ont un lien avec la formation ou la recherche scientifique.

§ 2. Le siège de l'Ecole est fixé à Bruxelles.

§ 3. L'Ecole comprend deux facultés : une faculté polytechnique et une faculté des sciences sociales et militaires.

La durée de la formation dispensée à l'Ecole à la faculté polytechnique est d'au moins 150 semaines de cours académiques réparties sur cinq années de formation.

La durée de la formation dispensée à l'Ecole à la faculté des sciences sociales et militaires est d'au moins 120 semaines de cours académiques réparties sur quatre années de formation. »

Art. 4. Un article 1^{er ter}, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 1^{er ter}. Le Roi fixe le règlement des examens et le programme des matières enseignées à la faculté polytechnique et à la faculté des sciences sociales et militaires. Ces programmes doivent être équivalents à ceux des études universitaires menant respectivement à un grade d'ingénieur civil ou de licencié dans le domaine des sciences politiques, sociales ou économiques.

Pour la faculté polytechnique, le programme est fondé sur l'enseignement :

— des sciences techniques, fondamentales et appliquées, dans une des spécialités déterminées par le Roi;

— des sciences de la société et du comportement;

— des sciences militaires spécifiques;

— des langues.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 2001 — 976 [C — 2001/07087]

22 MAART 2001. — Wet tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de statuten van het militair personeel

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — Wijzigingsbepalingen

Afdeling 1. — Wijziging van de wet van 18 maart 1838 houdende organisatie van de Koninklijke Militaire School

Art. 2. Artikel 1 van de wet van 18 maart 1838 houdende organisatie van de Koninklijke Militaire School, vervangen bij de wet van 6 juli 1967, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. Voor de toepassing van deze wet moet worden verstaan onder leerling :

1° de kandidaat-beroepsofficier van de krijgsmacht die aan de Koninklijke Militaire School, hierna de School te noemen, een vorming van officier volgt;

2° elke andere leerling, met of zonder de militaire hoedanigheid en met of zonder de Belgische nationaliteit, die voldoet aan de toelatingsvoorwaarden die de Koning kan bepalen en die aanvaard werd door de minister van Landsverdediging. »

Art. 3. Artikel 1bis van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 6 juli 1967, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1bis. § 1. De School is een militaire instelling van hoger onderwijs belast met de academische, militaire, sportieve en karakteriële vorming van de leerlingen.

De Koning kan de School aanvullende opdrachten opleggen die verband houden met de vorming of het wetenschappelijk onderzoek.

§ 2. De zetel van de School is te Brussel gevestigd.

§ 3. De School omvat twee faculteiten : een polytechnische faculteit en een faculteit sociale en militaire wetenschappen.

De duur van de in de School gegeven vorming in de polytechnische faculteit bedraagt ten minste 150 weken academische cursussen gespreid over vijf vormingsjaren.

De duur van de in de School gegeven vorming in de faculteit sociale en militaire wetenschappen bedraagt ten minste 120 weken academische cursussen gespreid over vier vormingsjaren. »

Art. 4. Een artikel 1ter, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 1ter. De Koning stelt de examenregeling en het programma vast van de aan de polytechnische faculteit en aan de faculteit sociale en militaire wetenschappen onderwezen materies. Deze programma's moeten gelijkwaardig zijn met die van de universitaire studies die respectievelijk leiden tot een graad van burgerlijk ingenieur of van licentiaat in het domein van de politieke, sociale of economische wetenschappen.

Voor de polytechnische faculteit is het programma gebaseerd op het onderwijs van :

— technische, fundamentele en toegepaste wetenschappen, in één van de specialiteiten bepaald door de Koning;

— sociale- en gedragswetenschappen;

— specifieke militaire wetenschappen;

— talen.

Pour la faculté des sciences sociales et militaires, le programme est orienté vers l'enseignement :

- du droit;
- des sciences de la société et du comportement;
- des sciences relatives au management;
- des sciences militaires spécifiques;
- des langues.

Toute modification de ces programmes doit être conforme à l'avis du conseil de perfectionnement et d'instruction visé à l'article 20. »

Art. 5. L'article 2 de la même loi, remplacé par la loi du 21 décembre 1990, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 2. Les élèves visés à l'article 1^{er}, 1^o, sont des militaires en service actif. Ils servent à la faveur d'engagements ou de rengagements comme prévu par le statut des candidats.

Lors de leur agrément par le ministre de la Défense nationale, les élèves visés à l'article 1^{er}, 2^o, souscrivent à une déclaration par laquelle ils s'engagent à respecter le règlement d'ordre intérieur de l'Ecole.

Les élèves reçoivent une copie du règlement d'ordre intérieur de l'Ecole. »

Art. 6. Dans l'article 7 de la même loi, remplacé par la loi du 25 août 1920 et modifié par la loi du 16 mars 1994, la phrase d'introduction et la rubrique Etat-major sont remplacées par la disposition suivante :

« Article 7. L'organisation générale de l'Ecole comprend un commandement et du personnel enseignant, et se compose comme suit :

Commandement de l'Ecole

1^o un commandant, un commandant en second et un officier supérieur, conseiller juridique et financier;

2^o une direction de l'enseignement académique composée d'un secrétariat des études, d'une faculté polytechnique, d'une faculté des sciences sociales et militaires, de centres et services;

3^o une direction de la formation militaire et sportive composée d'un état-major, du bataillon des élèves-officiers, du bataillon des officiers-élèves, d'une division spéciale et d'une division préparatoire;

4^o une direction de l'appui composée de services administratifs et logistiques et d'un détachement médical commandé par le médecin de l'Ecole. »

Art. 7. L'article 11 de la même loi, abrogé par la loi du 16 mars 1994, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 11. L'Ecole royale militaire jouit de la personnalité juridique. »

Art. 8. L'article 12 de la même loi, abrogé par la loi du 20 mai 1994, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 12. Le patrimoine de l'Ecole royale militaire conserve le bénéfice des recettes perçues pour analyses, essais, études et prestations auxquels il est procédé dans ses chaires, laboratoires, centres et services. »

Art. 9. L'article 13 de la même loi, abrogé par la loi du 13 novembre 1974, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 13. L'Ecole royale militaire peut posséder en propriété ou autrement les immeubles nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Elle peut aussi effectuer des placements immobiliers en vue d'assurer la conservation de son patrimoine.

Aucune acquisition immobilière ne peut être effectuée sans l'autorisation du Roi.

Les immeubles affectés au service de l'Ecole royale militaire pourront lui être transférés avec dispense du droit proportionnel d'enregistrement et du droit de transcription, par acte passé sans frais en application de l'article 9 de la loi du 27 mai 1870, portant simplification des formalités en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. »

Voor de faculteit sociale en militaire wetenschappen wordt het programma georiënteerd op het onderwijs van :

- het recht;
- sociale- en gedragswetenschappen;
- wetenschappen die betrekking hebben op het management;
- specifieke militaire wetenschappen;
- talen.

Elke wijziging aan deze programma's moet overeenstemmen met het advies van de verbeterings- en opleidingsraad bedoeld in artikel 20. »

Art. 5. Artikel 2 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 21 december 1990, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 2. De leerlingen bedoeld in artikel 1, 1^o, zijn militairen in werkelijke dienst. Zij volbrengen hun dienst krachtens dienstnemeningen of wederdienstnemeningen zoals voorzien door het statuut van de kandidaten.

De leerlingen bedoeld in artikel 1, 2^o, ondertekenen, bij hun aanvaarding door de minister van Landsverdediging, een verklaring waarbij zij zich ertoe verbinden het reglement van inwendige orde van de School te eerbiedigen.

De leerlingen ontvangen een afschrift van het reglement van inwendige orde van de School. »

Art. 6. In artikel 7 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 25 augustus 1920 en gewijzigd bij de wet van 16 maart 1994, worden de inleidende zin en de rubriek Staf vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 7. De algemene organisatie van de School omvat een commando en onderwijzend personeel en is samengesteld als volgt :

Commando van de School

1^o een commandant, een tweede commandant en een hoofdofficier, juridisch en financieel adviseur;

2^o een directie van het academisch onderwijs bestaande uit een secretariaat van het onderwijs, een polytechnische faculteit, een faculteit sociale en militaire wetenschappen, centra en diensten;

3^o een directie van de militaire en sportieve vorming bestaande uit een staf, het bataljon van de leerling-officieren, het bataljon van de officier-leerlingen, een speciale divisie en een voorbereidende divisie;

4^o een directie van de steun bestaande uit administratieve en logistieke diensten en een medisch detachement dat bevolen wordt door de geneesheer van de School. »

Art. 7. Artikel 11 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 16 maart 1994, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Artikel 11. De Koninklijke Militaire School geniet rechtspersoonlijkheid. »

Art. 8. Artikel 12 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 20 mei 1994, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Artikel 12. Het vermogen van de Koninklijke Militaire School behoudt het voordeel van de ontvangsten ten gevolge van de in haar leerstoelen, laboratoria, centra en diensten gedane ontledingen, proeven, studies en prestaties. »

Art. 9. Artikel 13 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 13 november 1974, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Artikel 13. De Koninklijke Militaire School mag de onroerende goederen, die ter vervulling van haar opdracht nodig zijn, in eigendom of op andere wijze bezitten. Zij mag eveneens beleggingen in onroerende goederen doen, ten einde het behoud van haar vermogen te verzekeren.

Geen verwerving van onroerend goed mag geschieden zonder toestemming van de Koning.

De onroerende goederen, waarin de Koninklijke Militaire School is gevestigd, kunnen haar met vrijstelling van het evenredige registratie-recht en van het overschrijvingsrecht overgedragen worden, bij akte, verleden zonder kosten ter uitvoering van artikel 9 van de wet van 27 mei 1870 houdende vereenvoudiging van de administratieve formaliteiten inzake onteigeningen ten algemene nutte. »

Art. 10. L'article 14 de la même loi, abrogé par les lois du 1^{er} mars 1958, 6 juillet 1967 et 20 mai 1994, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 14. Conformément aux dispositions de l'article 910 du Code civil, les dispositions entre vifs ou par testament au profit du patrimoine de l'Ecole royale militaire n'ont d'effet qu'autant qu'elles sont autorisées par arrêté royal. Néanmoins, cette autorisation n'est pas requise pour l'acceptation de libéralités purement mobilières dont la valeur n'excède pas 100 000 francs et qui ne sont pas grevées de charges.

L'article 8 de la loi du 19 décembre 1864 n'est pas applicable au patrimoine de l'Ecole royale militaire. »

Art. 11. L'article 15 de la même loi, abrogé par la loi du 6 juillet 1967, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 15. Toutes les donations faites au patrimoine de l'Ecole royale militaire sont exemptées des droits de timbre et d'enregistrement. »

Art. 12. L'article 16 de la même loi, abrogé par la loi du 6 juillet 1967, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 16. Le patrimoine de l'Ecole royale militaire est géré par un conseil d'administration.

Le Commandant de l'Ecole royale militaire et, à son défaut, le Directeur des Etudes, ou leur délégué, représentent l'Ecole royale militaire dans le cadre de la gestion de son patrimoine vis-à-vis des tiers. »

Art. 13. L'article 17 de la même loi, abrogé par la loi du 6 juillet 1967, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 17. Chaque année, le conseil d'administration dresse le budget et les comptes relatifs au patrimoine de l'Ecole royale militaire et les soumet à l'avis du conseil académique.

Le budget et les comptes sont soumis annuellement à l'approbation du ministre de la Défense nationale. »

Art. 14. L'article 18 de la même loi, modifié par la loi du 28 juillet 1926, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 18. Le Roi ou l'autorité qu'Il désigne fixe les modalités relatives à l'obligation de loger dans l'Ecole. »

Art. 15. L'article 19 de la même loi est abrogé.

Art. 16. L'article 25 de la même loi est abrogé.

Art. 17. L'article 27 de la même loi est abrogé.

Section 2. — Modification de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée

Art. 18. A l'article 4 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, remplacé par la loi du 28 décembre 1990, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 4 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Indépendamment du moment auquel ces examens sont organisés, le candidat qui réussit à l'un des deux essais de la première participation peut faire valoir cette réussite pour obtenir une révision de son ancienneté conformément au statut des candidats militaires. »;

2° l'article est complété par l'alinéa suivant :

« L'ancienneté du candidat, qui ne réussit qu'à l'un des deux essais de la deuxième participation, est diminuée de six mois. Toutefois, la nomination produit ses effets à la même date que celle des candidats visés à l'alinéa 4 qui n'ont pas subi une perte d'ancienneté. Toutefois, le candidat qui réussit au premier essai de la deuxième participation ne perd pas d'ancienneté, si la participation à cette épreuve découlait de l'impossibilité de passer la deuxième épreuve de la première participation par un accident ou d'une maladie à la suite d'un fait en rapport avec le service. »

Art. 10. Artikel 14 van dezelfde wet, opgeheven bij de wetten van 1 maart 1958, 6 juli 1967 en 20 mei 1994, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Artikel 14. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 910 van het Burgerlijk Wetboek, hebben de beschikkingen onder levenden of bij testament ten voordele van de Koninklijke Militaire School slechts uitwerking voor zover ze gemachtigd zijn bij koninklijk besluit. Nochtans wordt deze machtiging niet vereist voor de aanvaarding van giften van louter roerende aard, waarvan de waarde 100 000 Belgische frank niet overschrijdt en die niet met lasten bezwaard zijn.

Artikel 8 van de wet van 19 december 1864 is niet van toepassing op het vermogen van de Koninklijke Militaire School. »

Art. 11. Artikel 15 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 6 juli 1967, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Artikel 15. Alle schenkingen aan het vermogen van de Koninklijke Militaire School zijn vrijgesteld van zegel- en registratierechten. »

Art. 12. Artikel 16 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 6 juli 1967, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Artikel 16. Het vermogen van de Koninklijke Militaire School wordt beheerd door een raad van bestuur.

De Commandant van de Koninklijke Militaire School of, bij ontstentenis, de Studiedirecteur, of hun gedelegeerde, vertegenwoordigen inzake het beheer van het vermogen van de Koninklijke Militaire School tegenover derden. »

Art. 13. Artikel 17 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 6 juli 1967, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Artikel 17. Ieder jaar stelt de raad van bestuur de begroting en de rekeningen op van het vermogen van de Koninklijke Militaire School en onderwerpt ze aan het advies van de academische raad.

De begroting en de rekeningen worden jaarlijks door de minister van Landsverdediging goedgekeurd. »

Art. 14. Artikel 18 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 28 juli 1926, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 18. De Koning of de overheid die Hij aanwijst bepaalt de nadere regels betreffende de verplichting om in de School te logeren. »

Art. 15. Artikel 19 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 16. Artikel 25 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 17. Artikel 27 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Afdeling 2. — Wijziging van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger

Art. 18. In artikel 4 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, vervangen bij de wet van 28 december 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het vierde lid wordt vervangen door het volgend lid :

« Ongeacht het tijdstip waarop deze examens worden georganiseerd, kan de kandidaat die slaagt bij één van de twee pogingen van de eerste deelname deze goede uitslag doen gelden om een herziening van zijn anciënniteit te verkrijgen overeenkomstig het statuut van de kandidaat-militairen. »;

2° het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« De anciënniteit van de kandidaat, die slechts slaagt bij één van de twee pogingen van de tweede deelname, wordt verminderd met zes maanden. De benoeming heeft evenwel uitwerking op dezelfde datum als deze van de kandidaten bedoeld in het vierde lid die geen anciënniteitsverlies geleden hebben. De kandidaat die slaagt bij de eerste poging van de tweede deelname verliest evenwel geen anciënniteit, indien de deelname aan dit examen voortvloeide uit de onmogelijkheid om het tweede examen van de eerste deelname af te leggen door een ongeval of een ziekte ingevolge een met de dienst verband houdend feit. »

Art. 19. Dans le texte néerlandais de l'article 5, § 2, de la même loi, remplacé par la loi du 30 juillet 1955 et modifié par la loi du 28 décembre 1990, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « vakexamens » est remplacé par le mot « beroepsproeven »;

2° à l'alinéa 2, le mot « vakexamens » est remplacé par le mot « beroepsproeven ».

Art. 20. A l'article 7, § 1^{er}, de la même loi, remplacé par la loi du 30 juillet 1955 et modifié par les lois du 10 juin 1970 et 28 décembre 1990, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 3° est remplacé par le texte suivant :

« 3° Ceux qui, dans cette langue, ont suivi les cours pendant au moins une année académique complète et réussi les épreuves finales dans un des établissements suivants :

- a) Ecole royale militaire;
- b) Institut royal supérieur de défense;
- c) Ecole d'application de la gendarmerie; »;

2° le 4° est remplacé par le texte suivant :

« 4° Ceux qui, dans cette langue, ont présenté et réussi les épreuves professionnelles en vue de l'avancement au grade de major ou à un grade équivalent, après avoir suivi dans cette langue le cours pour candidat officier supérieur pendant une année académique complète. »;

3° l'alinéa est complété comme suit :

« 6° Ceux qui, dans cette langue, ont suivi les cours pendant au moins une année académique complète et réussi les épreuves finales dans un des établissements militaires étrangers que le Roi détermine. »

Art. 21. A l'article 8 de la même loi, modifié par les lois des 27 décembre 1961, 13 juillet 1976, 28 décembre 1990 et 26 mars 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Pour pouvoir être commissionné au grade de sergent ou à un grade équivalent dans la catégorie des sous-officiers de carrière ou de complément et pour pouvoir être nommé à ce grade, tout candidat doit, en obtenant au moins la moitié des points à un examen, donner la preuve de la connaissance effective de la langue du régime linguistique choisi par le candidat lors du recrutement. »;

2° le § 2, alinéa 1^{er}, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Est exempté de l'examen prévu au § 1^{er}, le sous-officier ou le candidat sous-officier qui est titulaire du certificat d'enseignement secondaire supérieure homologué ou délivré par le jury d'Etat dans la langue du régime linguistique choisi par le candidat lors du recrutement, sauf si l'examen visé au § 1^{er} doit être présenté dans le cadre du passage ou de la promotion sociale et pour autant que le résultat soit pris en considération pour le classement par le comité de sélection. »

Art. 22. Un chapitre *Iibis*, comprenant l'article *9bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Chapitre *Iibis*. — Obligations imposées aux volontaires

Article *9bis*. § 1^{er}. Pour pouvoir faire mutation pour une unité de régime linguistique différent de celui de l'unité où il se trouve, correspondant à la langue choisie au moment du recrutement, tout volontaire doit, en obtenant au moins la moitié des points à un examen, donner la preuve de la connaissance effective de l'autre langue.

Cette épreuve porte sur les matières que comporte le programme des études exigées du candidat volontaire de carrière comme fixé à l'article 13, alinéa 2, de la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif.

§ 2. Est exempté de l'examen prévu au § 1^{er}, le volontaire qui est titulaire d'un diplôme ou certificat attestant la réussite des trois premières années d'études de l'enseignement secondaire ou d'un niveau équivalent dans l'autre langue que la langue choisie par le candidat au moment du recrutement, qui est la langue de l'unité dans laquelle il est appelé à servir. »

Art. 23. A l'article 10 de la même loi, modifié par les lois des 22 juillet 1980 et 20 mai 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, le mot « section » est remplacé par le mot « faculté »;

2° dans l'alinéa 5, les mots « section (infanterie et cavalerie - artillerie et génie) », sont remplacés par le mot « faculté ».

Art. 19. In artikel 5, § 2, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 30 juli 1955 en gewijzigd bij de wet van 28 december 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, wordt het woord « vakexamens » vervangen door het woord « beroepsproeven »;

2° in het tweede lid, wordt het woord « vakexamens » vervangen door het woord « beroepsproeven ».

Art. 20. In artikel 7, § 1, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 30 juli 1955 en gewijzigd bij de wetten van 10 juni 1970 en 28 december 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onderdeel 3° wordt vervangen door de volgende tekst :

« 3° Zij die in die taal gedurende ten minste één volledig academiejaar de cursussen hebben gevolgd en de eindexamens met goed gevolg hebben afgelegd in een der volgende inrichtingen :

- a) Koninklijke Militaire School;
- b) Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie;
- c) Applicatieschool van de rijkswacht; »;

2° onderdeel 4° wordt vervangen door de volgende tekst :

« 4° Zij die in die taal de beroepsproeven met het oog op de bevordering tot de graad van majoor of een gelijkwaardige graad met goed gevolg hebben afgelegd, na gedurende een volledig academiejaar de cursus voor kandidaat-hoofdofficier in die taal te hebben gevolgd. »;

3° het lid wordt aangevuld als volgt :

« 6° Zij die in die taal gedurende ten minste één volledig academiejaar de cursussen hebben gevolgd en de eindexamens met goed gevolg hebben afgelegd in een der buitenlandse militaire instellingen die de Koning bepaalt. »

Art. 21. In artikel 8 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 27 december 1961, 13 juli 1976, 28 december 1990 en 26 maart 1999, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° de § 1, eerste lid, wordt vervangen door het volgende lid :

« Om in de graad van sergeant of in een gelijkwaardige graad in de categorie van de beroepsonderofficieren of van de aanvullingsonderofficieren te kunnen worden aangesteld en om tot deze graad te kunnen worden benoemd, moet iedere kandidaat, door bij een examen ten minste de helft der punten te behalen, blijk geven van de werkelijke kennis van de taal van het taalstelsel gekozen door de kandidaat bij de werving. »;

2° de § 2, eerste lid, wordt vervangen door het volgende lid :

« Van het in § 1 bepaalde examen is vrijgesteld de onderofficier of de kandidaat-onderofficier die houder is van het gehomologeerde of door de examencommissie van de Staat uitgereikte getuigschrift van hoger secundair onderwijs in de taal van het taalstelsel gekozen door de kandidaat bij de werving, behalve indien het examen bedoeld in § 1 dient afgelegd in het kader van de overgang of de sociale promotie en voor zover de uitslag ervan in aanmerking wordt genomen voor de rangschikking door het selectiecomité. »

Art. 22. Een hoofdstuk *Iibis*, dat het artikel *9bis* omvat, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Hoofdstuk *Iibis*. — Aan de vrijwilligers opgelegde verplichtingen

Artikel *9bis*. § 1. Om te kunnen worden overgeplaatst naar een eenheid waar het taalstelsel verschilt van dat van de eenheid waar hij zich bevindt, die overeenstemt met de taal gekozen bij de werving, moet iedere vrijwilliger, door bij een examen ten minste de helft van de punten te behalen, blijk geven van werkelijke kennis van de andere taal.

Dit examen loopt over de stof die omvat is in het programma van de studies die vereist worden van de kandidaat-beroepsvrijwilliger zoals bepaald in artikel 13, tweede lid, van de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader.

§ 2. Van het in § 1 bedoelde examen is vrijgesteld de vrijwilliger die houder is van een diploma of getuigschrift dat het slagen bekrachtigt van de eerste drie leerjaren van het secundair onderwijs of van een gelijkwaardig niveau in de andere taal dan de taal gekozen door de kandidaat bij de werving, zijnde de taal van de eenheid waarbij hij zal dienen. »

Art. 23. In artikel 10 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 22 juli 1980 en 20 mei 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, wordt het woord « sectie » vervangen door het woord « faculteit »;

2° in het vijfde lid, worden de woorden « sectie (infanterie en cavalerie - artillerie en genie) » vervangen door het woord « faculteit ».

Art. 24. L'article 14 de la même loi est abrogé.

Art. 25. L'article 31, § 3, de la même loi, remplacé par la loi du 13 novembre 1974, est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Si, en vue d'un examen d'admission à un cycle de formation, un candidat, en application des dispositions en la matière, présente certaines épreuves en allemand, les examinateurs et les membres des jurys concernés doivent justifier, de la manière prescrite au § 1^{er}, de la connaissance approfondie de la langue du régime linguistique ou du régime linguistique provisoire de ce candidat.

Toutefois, les jurys précités sont assistés par un ou plusieurs experts militaires ou civils, désignés à cet effet par le Roi, et dont la connaissance de la langue allemande est prouvée par les diplômes, certificats ou qualités suivants :

1° diplôme de licence en philologie germanique avec l'allemand comme langue principale;

2° diplôme de licence en interprétation, notamment en langue allemande;

3° diplôme de licence en traduction, notamment en langue allemande;

4° qualité d'agent de l'Etat du niveau 1, titulaire du grade de traducteur-réviseur, notamment en langue allemande ou traducteur-directeur, notamment en langue allemande;

5° qualité d'officier qui, en application de l'article 2*bis*, a présenté l'examen portant sur la connaissance approfondie de la langue allemande;

6° qualité d'officier, titulaire d'un diplôme ou certificat sanctionnant les études de l'enseignement secondaire supérieur, à condition que l'intéressé ait effectué ses études en langue allemande. »

Section 3. — Modification de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs

Art. 26. A l'article 3 de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 1° est remplacé par le texte suivant :

« 1° s'il n'est pas de nationalité belge; »;

2° un 1°*bis*, rédigé comme suit, est inséré :

« 1°*bis* s'il ne possède pas les qualités morales, caractérielles et physiques indispensables à l'état d'officier, selon les règles que le Roi fixe; »;

3° dans le 2°, les mots « n'a terminé avec succès les études moyennes du degré supérieur » sont remplacés par les mots « n'est pas titulaire d'un diplôme homologué attestant qu'il peut entamer des études supérieures ou d'un diplôme ou certificat reconnu au moins équivalent par ou en vertu d'une loi, d'un décret, d'une directive européenne, d'un accord bilatéral ou d'une convention internationale »;

4° le 3° est remplacé comme suit :

« 3° s'il ne s'est engagé à rester en service actif pendant une période de treize ans selon les règles que le Roi fixe; ».

Art. 27. Un article 3*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 3*bis*. Au candidat officier auxiliaire qui, au moment où son engagement prend cours, n'a pas encore la qualité de militaire, il est déclaré qu'il est soumis aux lois militaires. Par cette déclaration, il acquiert la qualité de militaire. L'accomplissement de cette formalité est constaté par l'établissement d'un document, signé par le candidat officier auxiliaire, dans lequel celui-ci reconnaît qu'il lui est déclaré qu'il est soumis aux lois militaires et que, par cette déclaration, il a acquis la qualité de militaire.

En période de guerre, l'accomplissement de cette formalité est constaté par toutes voies de droit. »

Art. 24. Artikel 14 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 25. Artikel 31, § 3, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 13 november 1974, wordt vervangen als volgt :

« § 3. Indien, met het oog op het toelatingsexamen tot een vormingscyclus, een kandidaat, bij toepassing van de terzake geldende bepalingen, sommige proeven in het Duits aflegt, moeten de examinatoren en de leden van de betrokken examencommissies, op de in § 1 voorgeschreven wijze, het bewijs leveren van de grondige kennis van de taal van het taalstelsel of het voorlopig taalstelsel van deze kandidaat.

De voornoemde examencommissies worden echter bijgestaan door een of meer, daartoe door de Koning aangewezen, militaire experten of burgerexperten, met kennis van de Duitse taal op basis van volgende diploma's, getuigschriften of ambten :

1° licentiaat in de Germaanse filologie met major Duits;

2° licentiaat tolk, onder meer in de Duitse taal;

3° licentiaat vertaler, onder meer in de Duitse taal;

4° rijksambtenaar van niveau 1, bekleed met de graad van vertaler-revisor, onder meer in de Duitse taal of vertaler-directeur, onder meer in de Duitse taal;

5° officier zijn die, in toepassing van artikel 2*bis*, het examen over de grondige kennis van de Duitse taal aflegde;

6° officier zijn, houder van een diploma of getuigschrift die de studies van het hoger secundair onderwijs bekrachtigt, na zijn studies in de Duitse taal te hebben volbracht. »

Afdeling 3. — Wijziging van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren

Art. 26. In artikel 3 van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onderdeel 1° wordt vervangen door de volgende tekst :

« 1° indien hij niet de Belgische nationaliteit heeft; »;

2° een 1°*bis*, luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« 1°*bis* indien hij niet de voor de staat van officier onontbeerlijke morele, karakteriële en fysieke hoedanigheden bezit, volgens de regels die de Koning bepaalt; »;

3° in onderdeel 2° worden de woorden « niet met welslagen de middelbare studiën van de hogere graad beëindigd heeft » vervangen door de woorden « geen houder is van een gehomologeerd diploma waaruit blijkt dat hij hogere studies kan aanvatten of van een diploma of getuigschrift dat door of krachtens een wet, decreet, Europese richtlijn, bilateraal akkoord of internationale overeenkomst als minstens gelijkwaardig erkend is »;

4° onderdeel 3° wordt vervangen als volgt :

« 3° indien hij er zich niet toe verbonden heeft in werkelijke dienst te blijven gedurende een periode van dertien jaar, volgens de regels die de Koning bepaalt; ».

Art. 27. Een artikel 3*bis*, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 3*bis*. Aan de kandidaat-hulpofficier die, op het ogenblik waarop zijn dienstverbintenis aanvangt, de hoedanigheid van militair nog niet bezit, wordt verklaard dat hij aan de militaire wetten onderworpen is. Door die verklaring verkrijgt hij de hoedanigheid van militair. Het vervullen van deze formaliteit wordt vastgesteld door het opmaken van een document, ondertekend door de kandidaat-hulpofficier, waarin hij erkent dat hem verklaard is dat hij onderworpen is aan de militaire wetten en dat hij door die verklaring de hoedanigheid van militair verkregen heeft.

In periode van oorlog geschiedt de vaststelling van het vervullen van deze formaliteit door alle rechtsmiddelen. »

Art. 28. A l'article 5, § 3, de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, le mot « actif » est inséré entre les mots « la durée du service » et « qu'il a accompli »;

2° dans l'alinéa 2, le mot « actif » est inséré entre les mots « un temps de service » et « au moins égal ».

Art. 29. Dans l'article 10, alinéa 1^{er}, de la même loi, le mot « actif » est inséré entre les mots « la durée du service » et « que l'intéressé a accompli ».

Art. 30. Un article 11bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 11bis. Le ministre de la Défense peut prolonger une ou plusieurs fois d'un an l'engagement de l'officier auxiliaire qui en fait la demande, sans que la somme des prolongations ne dépasse trois ans.

Le Roi fixe la procédure et les modalités relatives à prolongation de l'engagement de l'officier auxiliaire. »

Art. 31. L'article 12 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 12. L'officier auxiliaire dont l'engagement prend fin a droit s'il a accompli au moins treize années de service actif depuis son agrément comme candidat officier auxiliaire à un pécule de départ égal à vingt fois son dernier traitement mensuel brut.

S'il a accompli au moins, quatorze, quinze ou seize années de service actif depuis son agrément comme candidat officier auxiliaire, il a droit à un pécule de départ égal respectivement à vingt-deux, vingt-quatre ou vingt-six fois son dernier traitement mensuel brut. »

Art. 32. L'article 13, § 2, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Lorsque le taux d'invalidité pour lequel la pension de réparation est attribuée est supérieur à 50 %, le montant du pécule de départ est égal à vingt-six fois le dernier traitement mensuel brut entier de l'officier auxiliaire concerné.

Lorsque le taux d'invalidité pour lequel la pension de réparation est attribuée, est égal à 50 %, le montant du pécule de départ est égal à vingt fois le dernier traitement mensuel brut entier de l'officier auxiliaire concerné s'il a accompli moins de treize années de service actif depuis son agrément comme candidat officier auxiliaire. S'il a accompli au moins, treize, quatorze ou quinze années de service actif depuis son agrément comme candidat officier auxiliaire, le montant du pécule de départ est égal respectivement à vingt-deux, vingt-quatre ou vingt-six fois son dernier traitement mensuel brut entier.

Lorsque le taux d'invalidité pour lequel la pension de réparation est attribuée est inférieur à 50 % le montant du pécule de départ est égal à vingt fois le dernier traitement mensuel brut entier de l'officier auxiliaire concerné, multiplié par le rapport entre le taux d'invalidité et 50 %, ou vingt fois son dernier traitement mensuel brut entier, augmenté de la somme égale à six fois le dernier traitement mensuel brut entier multiplié par le rapport entre le taux d'invalidité et 50 %, selon qu'il a accompli moins ou au moins treize années de service actif depuis son agrément comme candidat officier auxiliaire. »

Art. 33. L'article 21 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 21. § 1^{er}. Pour autant qu'il en introduise la demande dans les douze mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent article, l'officier auxiliaire ou le candidat officier auxiliaire, agréé avant la date fixée par le Roi, obtient du ministre de la Défense la prolongation de son engagement ou de son engagement complémentaire lui permettant de rester en service actif pour une période identique à celle fixée à l'article 3, 3°. Dans le cas où il n'introduit pas cette demande, les dispositions de l'article 11bis ne lui sont pas applicables.

Le Roi fixe la procédure et les modalités relatives aux prolongations visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 28. In artikel 5, § 3, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt tussen de woorden « de duur van de » en « dienst » het woord « werkelijke » ingevoegd;

2° in het tweede lid wordt tussen de woorden « ten minste een » en « diensttijd » het woord « werkelijke » ingevoegd.

Art. 29. In artikel 10, eerste lid, van dezelfde wet, wordt tussen de woorden « de duur van de » en « dienst » het woord « werkelijke » ingevoegd.

Art. 30. In dezelfde wet wordt een artikel 11bis ingevoegd, luidende :

« Artikel 11bis. De minister van Landsverdediging kan de dienstneming van de hulpofficier die hierom vraagt een of meerdere malen met één jaar verlengen zonder dat de som van de verlengingen meer dan drie jaar bedraagt.

De Koning bepaalt de procedure en de nadere regels betreffende de verlenging van de dienstneming van de hulpofficier. »

Art. 31. Artikel 12 van dezelfde wet vervangen als volgt :

« Artikel 12. De hulpofficier wiens dienstneming eindigt indien hij minstens dertien jaar werkelijke dienst volbracht heeft sedert zijn aanvaarding als kandidaat-hulpofficier heeft recht op een vertrekgeld gelijk aan twintig maal zijn laatste volle bruto maandwedge.

Indien hij minstens, veertien, vijftien of zestien jaar werkelijke dienst volbracht heeft sedert zijn aanvaarding als kandidaat-hulpofficier, heeft hij recht op een vertrekgeld gelijk aan respectievelijk tweeëntwintig, vierentwintig of zesentwintig maal zijn laatste volle bruto maandwedge. »

Art. 32. Artikel 13, § 2, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« § 2. Wanneer de invaliditeitsgraad waarvoor het vergoedingspensioen wordt toegekend hoger is dan 50 %, is het bedrag van het vertrekgeld gelijk aan zesentwintig maal de laatste volle bruto maandwedge van de betrokken hulpofficier.

Wanneer de invaliditeitsgraad waarvoor het vergoedingspensioen wordt toegekend, gelijk is aan 50 %, is het bedrag van het vertrekgeld gelijk aan twintig maal de laatste volle bruto maandwedge van de betrokken hulpofficier indien hij minder dan dertien jaar werkelijke dienst volbracht heeft sedert zijn aanvaarding als kandidaat-hulpofficier. Indien hij minstens, dertien, veertien of vijftien jaar werkelijke dienst volbracht heeft sedert zijn aanvaarding als kandidaat-hulpofficier is het bedrag van het vertrekgeld respectievelijk gelijk aan tweeëntwintig, vierentwintig of zesentwintig maal zijn laatste volle bruto maandwedge.

Wanneer de invaliditeitsgraad waarvoor het vergoedingspensioen wordt toegekend lager is dan 50 %, is het bedrag van het vertrekgeld gelijk aan twintig maal de laatste volle bruto maandwedge van de betrokken hulpofficier vermenigvuldigd met de verhouding tussen de invaliditeitsgraad en 50 %, of twintig maal zijn laatste volle bruto maandwedge, verhoogd met de som gelijk aan zes maal de laatste volle bruto maandwedge vermenigvuldigd met de verhouding tussen de invaliditeitsgraad en 50 %, volgens hij minder dan of minstens dertien jaar werkelijke dienst volbracht heeft sedert zijn aanvaarding als kandidaat-hulpofficier. »

Art. 33. Artikel 21 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 21. § 1. Zo hij hiertoe een aanvraag indient binnen de twaalf maanden die volgen op de inwerkingstreding van dit artikel, bekomt de hulpofficier of de kandidaat-hulpofficier, aanvaard vóór de datum bepaald door de Koning, vanwege de minister van Landsverdediging de verlenging van zijn dienstneming of van zijn bijkomende dienstneming die hem toelaat in werkelijke dienst te blijven gedurende een periode die gelijk is aan die welke vastgesteld is in artikel 3, 3°. Ingeval hij die aanvraag niet indient, zijn de bepalingen van artikel 11bis op hem niet van toepassing.

De Koning bepaalt de procedure en de nadere regels betreffende de verlengingen bedoeld in het eerste lid.

§ 2. En dérogation à l'article 12, l'officier auxiliaire agréé avant la date fixée par le Roi visée au §1^{er}, alinéa 1^{er}, dont l'engagement prend fin a droit à un pécule de départ dont le montant est calculé comme suit :

1° soit vingt-cinq fois son dernier traitement brut entier s'il a accompli neuf années de service actif depuis son agrément comme candidat officier auxiliaire;

2° soit cinquante fois son dernier traitement brut entier s'il a accompli douze années de service actif depuis son agrément comme candidat officier auxiliaire;

3° soit cinquante-deux, cinquante-quatre, cinquante-six, cinquante-huit fois son dernier traitement brut entier s'il a accompli respectivement treize, quatorze, quinze ou seize années de service actif depuis son agrément comme candidat officier auxiliaire.

Les dispositions du présent article sont applicables au candidat officier auxiliaire.

§ 3. En dérogation à l'article 13, § 2, pour l'officier auxiliaire et le candidat officier auxiliaire agréé avant la date fixée par le Roi visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le montant du pécule de départ visé à l'article 13, alinéa 1^{er}, est calculé comme suit :

1° lorsque le taux d'invalidité pour lequel la pension de réparation est attribuée est supérieur à 50 %, le pécule de départ est égal à cinquante fois le dernier traitement brut entier;

2° lorsque le taux d'invalidité pour lequel la pension de réparation est attribuée est égal à 50 %, le pécule de départ est égal à cinquante fois ou à vingt-cinq fois le dernier traitement brut entier, selon que la durée du service actif accompli depuis l'agrément comme candidat officier auxiliaire atteint ou non neuf années;

3° lorsque le taux d'invalidité pour lequel la pension de réparation est attribuée est inférieur à 50 % le pécule de départ est égal à la somme obtenue en multipliant vingt-cinq fois le dernier traitement brut entier augmenté de la somme obtenue en multipliant vingt-cinq fois le dernier traitement brut entier par le rapport entre le taux d'invalidité et 50 %, ou vingt-cinq fois le dernier traitement brut entier par le rapport entre le taux d'invalidité et 50 %, selon que la durée du service actif accompli depuis l'agrément comme candidat officier auxiliaire atteint ou non neuf années. »

Section 4. — Modification de la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical

Art. 34. L'intitulé de la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical, remplacé par la loi du 13 juillet 1976, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Loi relative au statut des officiers de carrière et des officiers de réserve des forces armées. »

Art. 35. A l'article 1^{er} de la même loi, modifié par les lois des 13 juillet 1976, 21 décembre 1990 et 20 mai 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « dans les forces armées » sont supprimés;

2° les alinéas 3 et 4 sont abrogés.

Art. 36. Dans l'article 5, alinéa 2, de la même loi, remplacé par la loi du 21 décembre 1990, les mots « alinéa 1^{er}, 3°, » sont remplacés par les mots « alinéa 1^{er}, 2°, ».

Art. 37. Dans l'article 7 de la même loi, le mot « armées » est supprimé.

Art. 38. A l'article 8 de la même loi, modifié par les lois des 27 décembre 1973, 13 juillet 1976 et 20 mai 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, les mots « et dans le corps des musiciens : » sont ajoutés après les mots « force aérienne. »;

§ 2. In afwijking van artikel 12, wordt het bedrag van het vertrekgeld van de hulpofficier en kandidaat-hulpofficier die vóór de door de Koning bepaalde datum bedoeld in §1, eerste lid, aanvaard werd, als volgt berekend :

1° hetzij vijftig maal zijn laatste volle bruto maandwedde indien hij negen jaar werkelijke dienst volbracht heeft sedert zijn aanvaarding als kandidaat-hulpofficier;

2° hetzij vijftig maal zijn laatste volle bruto maandwedde indien hij twaalf jaar werkelijke dienst volbracht heeft sedert zijn aanvaarding als kandidaat-hulpofficier;

3° hetzij tweeënvijftig, viereënvijftig, zesënvijftig of achtënvijftig maal zijn laatste volle bruto maandwedde indien hij dertien, veertien, vijftien of zestien jaar werkelijke dienst volbracht heeft sedert zijn aanvaarding als kandidaat-hulpofficier.

De bepalingen van dit artikel zijn van toepassing op de kandidaat-hulpofficier.

§ 3. In afwijking van artikel 13, § 2, wordt het bedrag van het vertrekgeld bedoeld in artikel 13, § 1, voor de hulpofficier en de kandidaat-hulpofficier die vóór de door de Koning bepaalde datum bedoeld in §1, eerste lid, aanvaard werd, als volgt bepaald :

1° wanneer de invaliditeitsgraad waarvoor het vergoedingspensioen wordt toegekend hoger is dan 50 %, is het vertrekgeld gelijk aan vijftig maal de laatste volle bruto maandwedde;

2° wanneer de invaliditeitsgraad waarvoor het vergoedingspensioen wordt toegekend, gelijk is aan 50 %, is het vertrekgeld gelijk aan vijftig maal of vijftig maal de laatste volle bruto maandwedde, naargelang de duur van die volbrachte werkelijke dienst vanaf de aanvaarding als kandidaat-hulpofficier al dan niet negen jaar bereikt;

3° wanneer de invaliditeitsgraad waarvoor het vergoedingspensioen wordt toegekend kleiner is dan 50 % is het vertrekgeld gelijk aan vijftig maal de laatste volle bruto maandwedde verhoogd met de som, bekomen door de laatste volle bruto maandwedde vijftig maal te vermenigvuldigen, met de verhouding tussen de invaliditeitsgraad en 50 %, of de laatste volle bruto maandwedde vijftig maal te vermenigvuldigen met de verhouding tussen de invaliditeitsgraad en 50 %, naargelang de duur van die volbrachte werkelijke dienst vanaf de aanvaarding als kandidaat-hulpofficier al dan niet negen jaar bereikt. »

Afdeling 4. — Wijziging van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst

Art. 34. Het opschrift van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst, vervangen bij de wet van 13 juli 1976, wordt vervangen door het volgend opschrift :

« Wet betreffende het statuut van de beroepsofficieren en de reserveofficieren van de krijgsmacht. »

Art. 35. In artikel 1 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 13 juli 1976, 21 december 1990 en 20 mei 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « in de krijgsmachtdelen » geschrapt;

2° het derde en vierde lid worden opgeheven.

Art. 36. In artikel 5, tweede lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 21 december 1990, worden de woorden « eerste lid, 3°, » vervangen door de woorden « eerste lid, 2°, ».

Art. 37. In de Franse tekst van artikel 7 van dezelfde wet wordt het woord « armées » geschrapt.

Art. 38. In artikel 8 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 27 december 1973, 13 juli 1976 en 20 mei 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, 1°, worden de woorden « en het korps van de muzikanten : » na de woorden « de luchtmacht », toegevoegd;

2° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le Roi peut conférer, par voie de commission, le grade de général ou d'amiral pour l'exercice des emplois suivants :

1° chef de la Maison militaire du Roi;

2° chef de l'état-major général.

Il peut également conférer ce grade par voie de commission pour l'exercice de fonctions dans les organismes internationaux ou dans les formations militaires interalliées.

Le grade de général ou d'amiral est hiérarchiquement immédiatement supérieur au grade de lieutenant-général ou de vice-amiral.

Le Roi peut conférer par voie de commission le grade de général de brigade ou d'amiral de flottille pour l'exercice de fonctions dans des représentations belges à l'étranger, dans les organismes internationaux, dans les formations militaires interalliées, et pour l'exercice de fonctions nationales à caractère international qu'il détermine.

Le grade de général de brigade ou d'amiral de flottille est hiérarchiquement immédiatement inférieur au grade de général-major ou d'amiral de division.

Les effets de la commission sont déterminés par le Roi. »;

3° un § 3 est inséré, rédigé comme suit :

« § 3. Pour l'application de la présente loi, seul le grade auquel l'officier est nommé est pris en considération. Toutefois, l'officier qui a été commissionné à l'un des grades visés au § 2 conserve ce grade à titre honorifique lorsqu'il est mis à la pension en application des lois coordonnées sur les pensions militaires à l'issue de la période au cours de laquelle il a exercé les fonctions ayant nécessité sa commission. »

Art. 39. Dans l'article 12^{ter} de la même loi, inséré par la loi du 20 mai 1994, les mots « chef d'état-major général » sont remplacés par les mots « chef de l'état-major général ».

Art. 40. Dans le texte néerlandais de l'article 18, alinéa 1^{er}, de la même loi, remplacé par la loi du 28 décembre 1990, le mot « krijgsmachtdelen » est remplacé par le mot « krijgsmacht ».

Art. 41. Un article 24^{bis}, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 24^{bis}. Les mesures statutaires suivantes peuvent être prononcées à l'encontre de l'officier :

1° le retrait temporaire d'emploi par mesure disciplinaire;

2° le retrait définitif d'emploi par démission d'office;

3° la mise à la pension par application de l'article 3, A, 1° ou 2°, des lois coordonnées sur les pensions militaires. »

Art. 42. L'intitulé du chapitre V du titre I^{er} de la même loi est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre V. — Les corps et les spécialités »

Art. 43. L'article 27 de la même loi, remplacé par la loi du 28 décembre 1990, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 27. § 1^{er}. Les officiers sont affectés à un des corps déterminés par le Roi.

Cette affectation se fait suivant une des manières définies aux articles 28 à 31.

§ 2. En outre, dans certains corps, les officiers sont affectés dans une des spécialités déterminées par le Roi.

Cette affectation se fait suivant une des manières définies aux articles 27^{bis} à 31.

§ 3. Les officiers de la force terrestre cessent d'appartenir à un corps et, le cas échéant, à une spécialité dès qu'ils sont nommés à un grade d'officier général. »

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. De Koning kan, bij wege van aanstelling, de graad van generaal of admiraal verlenen voor de uitoefening van de volgende ambten :

1° hoofd van het Militair Huis van de Koning;

2° chef van de generale staf.

Hij kan eveneens bij wege van aanstelling deze graad verlenen voor de uitoefening van functies in internationale instellingen of in intergeallieerde militaire formaties.

De graad van generaal of admiraal staat hiërarchisch onmiddellijk boven de graad van luitenant-generaal of vice-admiraal.

De Koning kan bij wege van aanstelling de graad van brigade-generaal of flottielje-admiraal verlenen voor de uitoefening van functies in Belgische vertegenwoordigingen in het buitenland, in internationale instellingen, in intergeallieerde militaire formaties, en voor de uitoefening van nationale functies met een internationaal karakter die Hij bepaalt.

De graad van brigade-generaal of flottielje-admiraal staat hiërarchisch onmiddellijk onder de graad van generaal-majoor of divisieadmiraal.

De gevolgen van de aanstelling worden door de Koning bepaald. »;

3° er wordt een § 3 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 3. Voor de toepassing van deze wet wordt alleen de graad waarin de officier benoemd is in aanmerking genomen. De officier die evenwel aangesteld geweest is in één van de graden bedoeld in § 2 behoudt deze graad eershalve wanneer hij op pensioen gesteld wordt met toepassing van de samengeordende wetten op militaire pensioenen bij het verstrijken van de periode waarin hij de functies uitgeoefend heeft die zijn aanstelling noodzakelijk maakten. »

Art. 39. In de Franse tekst van artikel 12^{ter} van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 20 mei 1994, worden de woorden « chef d'état-major général » vervangen door de woorden « chef de l'état-major général ».

Art. 40. In artikel 18, eerste lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 28 december 1990, wordt het woord « krijgsmachtdelen » vervangen door het woord « krijgsmacht ».

Art. 41. Een artikel 24^{bis}, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 24^{bis}. De volgende statutaire maatregelen kunnen worden uitgesproken ten opzichte van de officier :

1° de tijdelijke ambtsontheffing bij tuchtmaatregel;

2° de definitieve ambtsontheffing door ontslag van ambtswege;

3° de oppensioenstelling bij toepassing van artikel 3, A, 1° of 2°, van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen. »

Art. 42. Het opschrift van hoofdstuk V van titel I van dezelfde wet wordt vervangen door het volgend opschrift :

« Hoofdstuk V. — De korpsen en de specialiteiten »

Art. 43. Artikel 27 van dezelfde wet, vervangen door de wet van 28 december 1990, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 27. § 1. De officieren worden ingedeeld in één van de door de Koning bepaalde korpsen.

Deze indeling geschiedt op één van de wijzen bepaald in de artikelen 28 tot 31.

§ 2. Bovendien worden de officieren in bepaalde korpsen ingedeeld in één van de door de Koning bepaalde specialiteiten.

Deze indeling geschiedt op één van de wijzen bepaald in de artikelen 27^{bis} tot 31.

§ 3. De officieren van de landmacht houden op tot een korps en, in voorkomend geval, tot een specialiteit te behoren eens zij in een graad van opperofficier worden benoemd. »

Art. 44. Un article 27bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 27bis. En fonction des besoins des forces armées, le Ministre de la Défense nationale peut, dans le cadre de l'avancement des officiers, fixer par groupe de grades ou par grade le nombre d'officiers à répartir dans chaque spécialité au sein des corps qui comportent plusieurs spécialités. Toutefois, pour les corps spéciaux, cette compétence est exercée par le Roi. »

Art. 45. A l'article 28 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « et, le cas échéant, dans une spécialité » sont insérés entre les mots « un corps » et « a lieu »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le Roi fixe les conditions que doit remplir un officier pour être admis dans un corps et, le cas échéant, dans une spécialité dans lesquels aucun emploi de sous-lieutenant n'est prévu. »

Art. 46. L'article 29, alinéa 1^{er}, de la même loi est remplacé par l'alinéa suivant :

« Tout officier peut être transféré d'office, dans l'intérêt du service :

1° d'une force à une autre;

2° à l'intérieur d'une même force, d'un corps à un autre;

3° d'une force à un corps spécial;

4° d'un corps spécial à une force;

5° à l'intérieur d'un même corps, d'une spécialité à une autre. »

Art. 47. Dans l'article 30 de la même loi, les mots « corps ou de force » sont remplacés par les mots « force, de corps ou de spécialité ».

Art. 48. Dans le texte néerlandais de l'article 31 de la même loi, modifié par la loi du 28 décembre 1990, le mot « krijgsmachtdelen » est remplacé par le mot « krijgsmacht ».

Art. 49. L'article 32 de la même loi, modifié par la loi du 27 décembre 1973, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 32. Tout officier peut, quel que soit le corps et, le cas échéant, la spécialité dans lesquels il est inscrit, être désigné pour effectuer des prestations de service dans toute formation des forces armées. »

Art. 50. Dans l'article 36 de la même loi, remplacé par la loi du 20 mai 1994, les mots « alinéa 1^{er}, 5°, b) » sont remplacés par les mots « alinéa 1^{er}, 5° ».

Art. 51. A l'article 37 de la même loi, remplacé par la loi du 28 décembre 1990, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « et, le cas échéant, dans sa nouvelle spécialité » sont insérés entre les mots « son nouveau corps » et « avec son grade »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « et, le cas échéant, dans sa nouvelle spécialité » sont insérés entre les mots « son nouveau corps » et « à la suite des ».

Art. 52. L'article 38 de la même loi, remplacé par la loi du 28 décembre 1990, est abrogé.

Art. 53. Dans l'article 39 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1^{er}, les alinéas 3 et 4 sont remplacés par les alinéas suivants :

« L'aptitude ainsi que la manière de servir sont appréciées par le ministre de la Défense nationale. Pour l'avancement à un grade d'officier subalterne à partir du grade de lieutenant ou à partir du grade suivant pour l'officier du recrutement spécial, les chefs hiérarchiques émettent leur avis sur l'intéressé selon les règles établies par le ministre de la Défense nationale et dans la forme qu'il prescrit.

Ces avis sont portés à la connaissance de l'intéressé. Aucun avis défavorable ne peut être transmis au ministre de la Défense nationale sans que l'intéressé ait pu faire valoir ses justifications.

Art. 44. Een artikel 27bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 27bis. In functie van de behoeften van de krijgsmacht kan de Minister van Landsverdediging, in het kader van de bevordering van de officieren, per gradengroep of per graad het aantal bepalen van de in elke specialiteit te verdelen officieren in de schoot van de korpsen die verschillende specialiteiten bevatten. Voor de bijzondere korpsen wordt deze bevoegdheid evenwel uitgeoefend door de Koning. »

Art. 45. In artikel 28 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden tussen de woorden « een korps » en « heeft plaats » de woorden « en, in voorkomend geval, in een specialiteit » ingevoegd;

2° het tweede lid wordt vervangen door het volgende lid :

« De Koning bepaalt de voorwaarden die een officier moet vervullen om toegelaten te worden in een korps en, in voorkomend geval, in een specialiteit waar geen ambt van onderluitenant is voorzien. »

Art. 46. Artikel 29, eerste lid, van dezelfde wet wordt vervangen door het volgende lid :

« Elke officier kan van ambtswege, in het belang van de dienst, worden overgeplaatst :

1° van een krijgsmachtdeel naar een ander;

2° in een zelfde krijgsmachtdeel, van een korps naar een ander;

3° van een krijgsmachtdeel naar een bijzonder korps;

4° van een bijzonder korps naar een krijgsmachtdeel;

5° in eenzelfde korps, van een specialiteit naar een andere. »

Art. 47. In artikel 30 van dezelfde wet worden de woorden « korps of van krijgsmachtdeel » vervangen door de woorden « krijgsmachtdeel, van korps of van specialiteit ».

Art. 48. In artikel 31 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 28 december 1990, wordt het woord « krijgsmachtdelen » vervangen door het woord « krijgsmacht ».

Art. 49. Artikel 32 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 27 december 1973, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 32. Ieder officier, onverschillig in welk korps en, in voorkomend geval, in welke specialiteit hij is ingeschreven kan worden aangewezen om dienstprestaties te verrichten in elke formatie van de krijgsmacht. »

Art. 50. In artikel 36 van dezelfde wet, vervangen door de wet van 20 mei 1994, worden de woorden « eerste lid, 5°, b) » vervangen door de woorden « eerste lid, 5° ».

Art. 51. In artikel 37 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 28 december 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden tussen de woorden « zijn nieuw korps » en « rang in » de woorden « en, in voorkomend geval, in zijn nieuwe specialiteit » ingevoegd;

2° in het tweede lid worden tussen de woorden « zijn nieuw korps » en « gerangschikt na » de woorden « en, in voorkomend geval, in zijn nieuwe specialiteit » ingevoegd.

Art. 52. Artikel 38 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 28 december 1990, wordt opgeheven.

Art. 53. In artikel 39 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, worden de leden 3 en 4 vervangen door de volgende leden :

« De minister van Landsverdediging oordeelt over de geschiktheid en over de wijze van dienen. Voor de bevordering tot een graad van lager officier vanaf de graad van luitenant of vanaf de eerstvolgende graad voor de officier van de bijzondere werving, verstrekken de hiërarchische meerderen hun advies over betrokkene volgens de regels vastgesteld door de minister van Landsverdediging en in de vorm die hij voorschrijft.

Die adviezen worden ter kennis gebracht van de betrokkene. Aan de minister van Landsverdediging mag geen ongunstig advies worden overgemaakt zonder dat betrokkene zijn verweer heeft kunnen doen gelden.

Lors de l'appréciation, il est tenu compte :

- 1° des connaissances dont dispose le candidat, acquises à la suite de formations suivies et d'expériences vécues;
- 2° des compétences du candidat sur le plan caractériel, physique et professionnel;
- 3° des attitudes du candidat à l'égard de l'ensemble des obligations de service liées aux fonctions du grade supérieur. »;

2° dans le § 2, alinéa 1^{er}, les mots « de service actif » sont insérés entre les mots « année » et « à ».

Art. 54. A l'article 40 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

- 1° dans l'alinéa 1^{er}, le mot « épreuves » est remplacé par les mots « épreuves professionnelles »;
- 2° dans l'alinéa 2, le mot « épreuves » est remplacé par les mots « épreuves professionnelles ».

Art. 55. L'article 41 de la même loi, remplacé par la loi du 28 décembre 1990, est complété par l'alinéa suivant :

« Lors de l'appréciation, il est tenu compte de la potentialité du candidat par rapport aux fonctions du grade supérieur et plus spécifiquement :

- 1° des connaissances dont dispose le candidat, acquises à la suite de formations suivies et d'expériences vécues;
- 2° des compétences du candidat sur le plan caractériel, physique et professionnel;
- 3° des attitudes du candidat à l'égard de l'ensemble des obligations de service liées aux fonctions du grade supérieur. »

Art. 56. Dans l'article 44 de la même loi, remplacé par la loi du 28 décembre 1990, les §§ 1^{er} et 2 sont remplacés respectivement par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. Les nominations ont lieu au sein du corps ou, le cas échéant, au sein de la spécialité auxquels les officiers appartiennent en application des dispositions de l'article 27, §§ 1^{er} et 2.

§ 2. Les officiers visés à l'article 27, § 3, sont toutefois nommés à un grade d'officier général au sein de la force. »

Art. 57. Dans l'article 45, § 2, alinéa 1^{er}, 2°, les mots « par mesure d'ordre » sont insérés entre les mots « suspendu » et « , compte ».

Art. 58. Un article 46*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 46*bis*. En sa qualité de commandant en chef des forces armées, le Roi est revêtu du grade de général et du grade équivalent d'amiral. »

Art. 59. Dans le texte néerlandais de l'article 47, alinéa 1^{er}, de la même loi, le mot « krijgsmachtdelen » est remplacé par le mot « krijgsmacht ».

Art. 60. Dans le texte néerlandais de l'article 48, alinéa 4, de la même loi, les mots « der krijgsmachtdelen » sont remplacés par les mots « van de krijgsmacht ».

Art. 61. Dans l'article 54 de la même loi, les mots « dans les forces armées » sont supprimés.

Art. 62. Dans le texte néerlandais de l'article 57 de la même loi, le mot « krijgsmachtdelen » est remplacé par le mot « krijgsmacht ».

Art. 63. Dans le texte néerlandais de l'article 71, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 18 février 1987, le mot « krijgsmachtdelen » est remplacé par le mot « krijgsmacht ».

Art. 64. Un article 72*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 72*bis*. Les mesures statutaires suivantes peuvent être prononcées à l'encontre de l'officier de réserve :

- 1° la non-activité par mesure disciplinaire;
- 2° la démission d'office du grade, visée à l'article 59. »

Art. 65. L'intitulé du chapitre V du titre II de la même loi est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre V. — Les corps et les spécialités »

Bij de beoordeling wordt rekening gehouden :

- 1° met de kennis waarover de kandidaat beschikt, verworven na gevolgde vormingen en opgedane ervaringen;
 - 2° met de kwaliteiten van de kandidaat op het karakteriële, fysieke en professionele vlak;
 - 3° met de attitudes van de kandidaat ten aanzien van het geheel van de dienstverplichtingen verbonden met de functies van de hogere graad. »;
- 2° in § 2, eerste lid, worden tussen de woorden « jaar » en « te » de woorden « werkelijke dienst » ingevoegd.

Art. 54. In artikel 40 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid, worden de woorden « bij examens » vervangen door de woorden « voor beroepsproeven »;
- 2° in het tweede lid, wordt het woord « examens » vervangen door het woord « beroepsproeven ».

Art. 55. Artikel 41 van dezelfde wet, vervangen door de wet van 28 december 1990, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Bij de beoordeling wordt rekening gehouden met de potentialiteit van de kandidaat ten aanzien van de functies van de hogere graad en meer bepaald :

- 1° met de kennis waarover de kandidaat beschikt, verworven na gevolgde vormingen en opgedane ervaringen;
- 2° met de kwaliteiten van de kandidaat op het karakteriële, fysieke en professionele vlak;
- 3° met de attitudes van de kandidaat ten aanzien van het geheel van de dienstverplichtingen verbonden met de functies van de hogere graad. »

Art. 56. In artikel 44 van dezelfde wet, vervangen door de wet van 28 december 1990, worden de §§ 1 en 2 respectievelijk vervangen als volgt :

« § 1. De benoemingen gebeuren binnen het korps of, in voorkomend geval, binnen de specialiteit waartoe de officieren behoren in toepassing van de bepalingen van artikel 27, §§ 1 en 2.

§ 2. De officieren bedoeld in artikel 27, § 3, worden evenwel benoemd tot een graad van opperofficier binnen het krijgsmachtdeel. »

Art. 57. In artikel 45, § 2, eerste lid, 2°, worden tussen de woorden « die » en « geschorst » de woorden « bij ordemaatregel » ingevoegd.

Art. 58. In dezelfde wet wordt een artikel 46*bis* ingevoegd, luidende :

« Artikel 46*bis*. In zijn hoedanigheid van opperbevelhebber van de krijgsmacht, is de Koning bekleed met de graad van generaal en met de gelijkwaardige graad van admiraal. »

Art. 59. In artikel 47, eerste lid, van dezelfde wet wordt het woord « krijgsmachtdelen » vervangen door het woord « krijgsmacht ».

Art. 60. In artikel 48, vierde lid, van dezelfde wet worden de woorden « der krijgsmachtdelen » vervangen door de woorden « van de krijgsmacht ».

Art. 61. In artikel 54 van dezelfde wet worden de woorden « bij de krijgsmachtdelen » geschrapt.

Art. 62. In artikel 57 van dezelfde wet wordt het woord « krijgsmachtdelen » vervangen door het woord « krijgsmacht ».

Art. 63. In artikel 71, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 18 februari 1987, wordt het woord « krijgsmachtdelen » vervangen door het woord « krijgsmacht ».

Art. 64. Een artikel 72*bis*, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

- « Artikel 72*bis*. De volgende statutaire maatregelen kunnen worden uitgesproken ten opzichte van de reserveofficier :
- 1° de non-activiteit bij tuchtmaatregel;
 - 2° het ontslag van ambtswege uit de graad, bedoeld in artikel 59. »

Art. 65. Het opschrift van hoofdstuk V van titel II van dezelfde wet wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Hoofdstuk V. — De korpsen en de specialiteiten »

Art. 66. L'article 73 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 73. Les officiers de réserve sont répartis par le Roi entre les divers corps qu'Il détermine.

En outre, dans certains corps, les officiers de réserve sont répartis par le Roi entre les diverses spécialités qu'Il détermine. »

Art. 67. L'article 74 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 74. Les articles 27bis, 28, 29, alinéa 1^{er}, 30, 31 et 32 sont applicables aux officiers de réserve.

Le transfert, visé à l'article 29, alinéa 1^{er}, d'un officier de réserve est ordonné par le Roi. »

Art. 68. A l'article 91 de la même loi, le mot « mobilisées » est supprimé.

Art. 69. Un article 92bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 92bis. L'article 12bis est applicable aux officiers de réserve. »

Art. 70. L'article 97bis de la même loi, inséré par la loi du 13 juillet 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 97bis. Pour l'application des dispositions du statut des officiers, le service médical est considéré comme une force. »

Art. 71. Dans le texte néerlandais de l'article 99, §§ 1^{er} et 3, de la même loi, le mot « krijgsmachtdelen » est remplacé par le mot « krijgsmacht ».

Section 5. — Modification de la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical

Art. 72. L'intitulé de la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, remplacé par la loi du 13 juillet 1976, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Loi relative au statut des sous-officiers du cadre actif des forces armées. »

Art. 73. L'intitulé du chapitre II du titre Ier de la même loi est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre II. — Les corps et les spécialités »

Art. 74. L'article 3 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3. § 1^{er}. Les sous-officiers sont affectés à un des corps déterminés par le Roi.

Cette affectation se fait suivant une des manières définies aux articles 4 à 7.

§ 2. En outre, dans certains corps, les sous-officiers sont affectés dans une des spécialités déterminées par le Roi.

Cette affectation se fait suivant une des manières définies aux articles 4 à 7.

§ 3. L'avancement des sous-officiers a lieu dans le corps et, le cas échéant, dans la spécialité auxquels ils sont affectés. »

Art. 75. Un article 3bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 3bis. En fonction des besoins des forces armées, le Ministre de la Défense nationale peut, dans le cadre de l'avancement des sous-officiers, fixer par groupe de grades ou par grade le nombre de sous-officiers à répartir dans chaque spécialité au sein des corps qui comportent plusieurs spécialités. Toutefois, pour les corps spéciaux, cette compétence est exercée par le Roi. »

Art. 76. A l'article 4 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « groupe d'emplois » sont remplacés par les mots « corps et, le cas échéant, dans une spécialité »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « groupe d'emplois » sont remplacés par les mots « corps et, le cas échéant, dans une spécialité ».

Art. 66. Artikel 73 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 73. De Koning verdeelt de reserveofficieren over de door Hem bepaalde korpsen.

Bovendien, in bepaalde korpsen, verdeelt de Koning de reserveofficieren over de door Hem bepaalde specialiteiten. »

Art. 67. Artikel 74 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 74. De artikelen 27bis, 28, 29, eerste lid, 30, 31 en 32 zijn van toepassing op de reserveofficieren.

De overplaatsing, bedoeld in artikel 29, eerste lid, van een reserveofficier wordt door de Koning bevolen. »

Art. 68. In artikel 91 van dezelfde wet vervalt het woord « gemobiliseerde » :.

Art. 69. Een artikel 92bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 92bis. Artikel 12bis is van toepassing op de reserveofficieren. »

Art. 70. Artikel 97bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 13 juli 1976, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 97bis. Voor de toepassing van de bepalingen van het statuut van de officieren, wordt de medische dienst als een krijgsmachtdeel beschouwd. »

Art. 71. In artikel 99, §§ 1 en 3, van dezelfde wet wordt het woord « krijgsmachtdelen » vervangen door het woord « krijgsmacht ».

Afdeling 5. — Wijziging van de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst

Art. 72. Het opschrift van de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst, vervangen bij de wet van 13 juli 1976, wordt door het volgend opschrift vervangen :

« Wet betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de krijgsmacht. »

Art. 73. Het opschrift van hoofdstuk II van titel I van dezelfde wet wordt vervangen door het volgend opschrift :

« Hoofdstuk II. — De korpsen en de specialiteiten »

Art. 74. Artikel 3 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 3. § 1. De onderofficieren worden ingedeeld in één van de door de Koning bepaalde korpsen.

Deze indeling geschiedt op één van de wijzen bepaald in de artikelen 4 tot 7.

§ 2. Bovendien worden in sommige korpsen de onderofficieren ingedeeld in één van de door de Koning bepaalde specialiteiten.

Deze indeling geschiedt op één van de wijzen bepaald in de artikelen 4 tot 7.

§ 3. De bevordering van de onderofficieren heeft plaats in het korps en, in voorkomend geval, in de specialiteit waarvoor zij zijn aangewezen. »

Art. 75. Een artikel 3bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 3bis. In functie van de behoeften van de krijgsmacht kan de Minister van Landsverdediging, in het kader van de bevordering van de onderofficieren, per gradengroep of per graad het aantal bepalen van de in elke specialiteit te verdelen onderofficieren in de schoot van de korpsen die verschillende specialiteiten bevatten. Voor de bijzondere korpsen wordt deze bevoegdheid evenwel uitgeoefend door de Koning. »

Art. 76. In artikel 4 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, wordt het woord « ambtengroep » vervangen door de woorden « korps en, in voorkomend geval, in een specialiteit »;

2° in het tweede lid, wordt het woord « ambtengroep » vervangen door de woorden « korps en, in voorkomend geval, in een specialiteit ».

Art. 77. L'article 5 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5. Dans l'intérêt du service, tout sous-officier peut être transféré d'office par le Ministre de la Défense nationale :

- 1° d'une force à une autre;
- 2° à l'intérieur d'une même force, d'un corps à un autre;
- 3° d'une force à un corps spécial;
- 4° d'un corps spécial à une force;
- 5° à l'intérieur d'un même corps, d'une spécialité à une autre. »

Art. 78. Dans l'article 6 de la même loi, les mots « ou de groupe d'emplois » sont remplacés par les mots « , de corps ou de spécialité ».

Art. 79. Dans le texte néerlandais de l'article 7 de la même loi, le mot « krijgsmacht delen » est remplacé par le mot « krijgsmacht ».

Art. 80. Un article *7bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article *7bis*. Tout sous-officier peut, quel que soit le corps et, le cas échéant, la spécialité dans lesquels il est inscrit, être désigné pour faire du service dans toute formation des forces armées. »

Art. 81. Dans le texte néerlandais de l'article 20, alinéa 1^{er}, de la même loi, remplacé par la loi du 28 décembre 1990, le mot « krijgsmacht delen » est remplacé par le mot « krijgsmacht ».

Art. 82. Un article *27bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le chapitre III de la même loi :

« Article *27bis*. Les mesures statutaires suivantes peuvent être prononcées à l'encontre du sous-officier :

- 1° le retrait temporaire d'emploi par mesure disciplinaire;
- 2° le retrait définitif d'emploi par démission d'office;
- 3° la mise à la pension par application de l'article 3, B, a), 1° ou de l'article 3, B, b), des lois coordonnées sur les pensions militaires. »

Art. 83. Dans l'article 31, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, de la même loi, les mots « Ministre de la Défense nationale » sont remplacés par le mot « Roi ».

Art. 84. A l'article 33 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « groupe d'emplois » sont remplacés par les mots « corps et, le cas échéant, dans sa nouvelle spécialité »;

2° dans le § 1^{er}, alinéa 2, les mots « groupe d'emplois » sont remplacés par les mots « corps et, le cas échéant, de cette spécialité »;

3° dans le § 2, alinéa 1^{er}, les mots « groupe d'emplois » sont remplacés par les mots « corps et, le cas échéant, dans sa nouvelle spécialité »;

4° dans le § 2, alinéa 2, les mots « groupe d'emplois » sont remplacés par les mots « corps et, le cas échéant, de cette spécialité ».

Art. 85. L'article 34 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 34. L'avancement des sous-officiers de carrière a lieu au sein de chaque corps ou, le cas échéant, au sein de chaque spécialité. »

Art. 86. Dans l'article 35 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1^{er}, les alinéas 3 et 4 sont remplacées par les alinéas suivants :

« L'aptitude ainsi que la manière de servir sont appréciées par le ministre de la Défense nationale. Pour l'avancement à un grade de sous-officier à partir du grade de premier sergent ou à partir du grade suivant pour le sous-officier du recrutement spécial, les chefs hiérarchiques donnent leur avis sur le candidat selon les règles établies par le ministre de la Défense nationale et dans la forme qu'il prescrit.

Art. 77. Artikel 5 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 5. Elke onderofficier kan van ambtswege, in het belang van de dienst, door de Minister van Landsverdediging worden overgeplaatst :

- 1° van een krijgsmachtdeel naar een ander;
- 2° in eenzelfde krijgsmachtdeel, van een korps naar een ander;
- 3° van een krijgsmachtdeel naar een bijzonder korps;
- 4° van een bijzonder korps naar een krijgsmachtdeel;
- 5° in een zelfde korps, van een specialiteit naar een andere. »

Art. 78. In artikel 6 van dezelfde wet worden de woorden « of van ambtengroep » vervangen door de woorden « , van korps of van specialiteit ».

Art. 79. In artikel 7 van dezelfde wet wordt het woord « krijgsmacht delen » vervangen door het woord « krijgsmacht ».

Art. 80. Een artikel *7bis*, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel *7bis*. Ieder onderofficier, ongeacht in welk korps en, in voorkomend geval, in welke specialiteit hij is ingeschreven, kan worden aangewezen om dienst te doen in elke formatie van de krijgsmacht. »

Art. 81. In artikel 20, eerste lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 28 december 1990, wordt het woord « krijgsmacht delen » vervangen door het woord « krijgsmacht ».

Art. 82. Een artikel *27bis*, luidend als volgt, wordt in hoofdstuk III van dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel *27bis*. De volgende statutaire maatregelen kunnen worden uitgesproken ten opzichte van de onderofficier :

- 1° de tijdelijke ambtsontheffing bij tuchtmaatregel;
- 2° de definitieve ambtsontheffing door ontslag van ambtswege;
- 3° de definitieve oppensioenstelling bij toepassing van artikel 3, B, a), 1° of artikel 3, B, b), van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen. »

Art. 83. In artikel 31, § 1, eerste en tweede lid, van dezelfde wet worden de woorden « Minister van Landsverdediging » vervangen door het woord « Koning ».

Art. 84. In artikel 33 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden « nieuwe ambtengroep » vervangen door de woorden « nieuw korps en, in voorkomend geval, in zijn nieuwe specialiteit »;

2° in § 1, tweede lid, worden de woorden « deze ambtengroep » vervangen door de woorden « dit korps en, in voorkomend geval, van deze specialiteit »;

3° in § 2, eerste lid, worden de woorden « nieuwe ambtengroep » vervangen door de woorden « nieuw korps en, in voorkomend geval, in zijn nieuwe specialiteit »;

4° in § 2, tweede lid, worden de woorden « deze ambtengroep » vervangen door de woorden « dit korps en, in voorkomend geval, van deze specialiteit ».

Art. 85. Artikel 34 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 34. De bevordering der beroepsonderofficieren heeft plaats in de schoot van elk korps of, in voorkomend geval, in de schoot van elke specialiteit. »

Art. 86. In artikel 35 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, worden de leden 3 en 4 vervangen door de volgende leden :

« De minister van Landsverdediging oordeelt over de geschiktheid en over de wijze van dienen. Voor de bevordering tot een graad van onderofficier vanaf de graad van eerste sergeant of van de eerstvolgende graad voor de onderofficier van de bijzondere werving, verstrekken de hiërarchische meerderen hun advies over de kandidaat volgens de regels vastgesteld door de minister van Landsverdediging en in de vorm die hij voorschrijft.

Ces avis sont portés à la connaissance du candidat. Aucun avis défavorable ne peut être transmis au ministre de la Défense nationale sans que le candidat ait pu faire valoir ses justifications.

Lors de l'appréciation, il est tenu compte :

1° des connaissances dont dispose le candidat, acquises à la suite de formations suivies et d'expériences vécues;

2° des compétences du candidat sur le plan caractériel, physique et professionnel;

3° des attitudes du candidat à l'égard de l'ensemble des obligations de service liées aux fonctions du grade supérieur. »;

2° dans le § 2, alinéa 1^{er}, les mots « de service actif » sont insérés entre les mots « ans » et « à »;

3° § 2, alinéa 1^{er} est complété par les mots « de service actif ».

Art. 87. Dans l'article 39 de la même loi, modifié par la loi du 20 mai 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « ne s'est classé en ordre utile à un concours » sont remplacés par les mots « n'a pas satisfait à un examen »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « ce concours » sont remplacés par les mots « cet examen »;

3° les alinéas 3 et 4 sont abrogés.

Art. 88. A l'article 39*bis* de la même loi, inséré par la loi du 20 mai 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « le grade d'adjudant-major est octroyé » sont remplacés par les mots « les grades de sous-officier supérieur sont octroyés »;

2° l'article est complété par les alinéas suivants :

« Lors de l'appréciation, il est tenu compte de la potentialité du candidat par rapport aux fonctions du grade supérieur et plus spécifiquement :

1° des connaissances dont dispose le candidat, acquises à la suite de formations suivies et d'expériences vécues;

2° des compétences du candidat sur le plan caractériel, physique et professionnel;

3° des attitudes du candidat à l'égard de l'ensemble des obligations de service liées aux fonctions du grade supérieur.

Aucun sous-officier ne peut être nommé au grade d'adjudant-major si son âge ne lui permet pas de servir pendant deux ans au moins dans son nouveau grade. Cette disposition n'est pas applicable au sous-officier qui est mis à la retraite à une limite d'âge inférieure à cinquante-six ans. »

Art. 89. Un article 39*ter*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 39*ter*. En dérogation aux dispositions de l'article 36, alinéa 1^{er}, les grades de premier sergent-major et d'adjudant peuvent être octroyés au choix du Ministre de la Défense nationale, un ou deux ans avant d'atteindre l'ancienneté minimum dans le grade immédiatement inférieur, à la suite d'une appréciation des mérites des candidats selon les règles fixées dans un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

Lors de l'appréciation, il est tenu compte de la potentialité du candidat par rapport aux fonctions du grade supérieur et plus spécifiquement :

1° des connaissances dont dispose le candidat, acquises à la suite de formations suivies et d'expériences vécues;

2° des compétences du candidat sur le plan caractériel, physique et professionnel;

3° des attitudes du candidat à l'égard de l'ensemble des obligations de service liées aux fonctions du grade supérieur. »

Die adviezen worden ter kennis gebracht van de kandidaat. Aan de minister van Landsverdediging mag geen ongunstig advies worden overgemaakt zonder dat de kandidaat zijn verweer heeft kunnen doen gelden.

Bij de beoordeling wordt rekening gehouden :

1° met de kennis waarover de kandidaat beschikt, verworven na gevolgde vormingen en opgedane ervaringen;

2° met de kwaliteiten van de kandidaat op het karakteriële, fysieke en professionele vlak;

3° met de attitudes van de kandidaat ten aanzien van het geheel van de dienstverplichtingen verbonden met de functies van de hogere graad. »;

2° in § 2, eerste lid, worden tussen de woorden « jaar » en « , te » de woorden « werkelijke dienst » ingevoegd;

3° § 2, eerste lid wordt aangevuld met de woorden « werkelijke dienst ».

Art. 87. In artikel 39 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 mei 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « batig gerangschikt werd bij een vergelijkend » vervangen door de woorden « slaagt voor een »;

2° in de Franse tekst van het tweede lid worden de woorden « ce concours » vervangen door de woorden « cet examen »;

3° het derde en vierde lid worden opgeheven.

Art. 88. In artikel 39*bis* van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 20 mei 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « wordt de graad van adjudant-majoor » worden vervangen door de woorden « worden de graden van hoofdonderofficier »;

2° het artikel wordt aangevuld met volgende leden :

« Bij de beoordeling wordt rekening gehouden met de potentialiteit van de kandidaat ten aanzien van de functies van de hogere graad en meer bepaald :

1° met de kennis waarover de kandidaat beschikt, verworven na gevolgde vormingen en opgedane ervaringen;

2° met de kwaliteiten van de kandidaat op het karakteriële, fysieke en professionele vlak;

3° met de attitudes van de kandidaat ten aanzien van het geheel van de dienstverplichtingen verbonden met de functies van de hogere graad.

Geen onderofficier kan in de graad van adjudant-majoor worden benoemd, indien hij wegens zijn leeftijd niet gedurende ten minste twee jaar in zijn nieuwe graad kan dienen. Deze bepaling is niet van toepassing op de onderofficier die op een lagere leeftijdsgrens dan zesenvijftig jaar wordt op rust gesteld. »

Art. 89. Een artikel 39*ter*, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 39*ter*. In afwijking van de bepalingen van artikel 36, eerste lid, kunnen de graden van eerste sergeant-majoor en van adjudant worden verleend naar de keuze van de Minister van Landsverdediging, één of twee jaren voor het bereiken van de normaal voorziene minimumanciënniteit in de onmiddellijk lagere graad, ingevolge een beoordeling van de verdiensten van de kandidaten volgens de regels bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad .

Bij de beoordeling wordt rekening gehouden met de potentialiteit van de kandidaat ten aanzien van de functies van de hogere graad en meer bepaald :

1° met de kennis waarover de kandidaat beschikt, verworven na gevolgde vormingen en opgedane ervaringen;

2° met de kwaliteiten van de kandidaat op het karakteriële, fysieke en professionele vlak;

3° met de attitudes van de kandidaat ten aanzien van het geheel van de dienstverplichtingen verbonden met de functies van de hogere graad. »

Art. 90. A l'article 40, § 2, de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er}, 2°, est complété comme suit : « par mesure d'ordre »;

2° l'alinéa 1^{er}, 4°, est remplacé par le texte suivant :

« 4° Le sous-officier de carrière dont la candidature n'a pas été examinée pour des raisons de santé ou pour des raisons dues à l'administration. »

Art. 91. L'article 42 de la même loi, modifié par la loi du 20 mai 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 42. Les grades auxquels les musiciens sous-officiers sont nommés par le ministre de la Défense nationale sont les mêmes que ceux visés à l'article 2, § 1^{er}.

Il y a équivalence entre chacun des grades de la marine et le grade correspondant de la force terrestre, de la force aérienne et du service médical.

L'appellation du grade est complétée par l'appellation : « musicien » pour les sous-officiers subalternes et les sous-officiers d'élite, et par l'appellation « sous-chef de musique » pour les sous-officiers supérieurs. »

Art. 92. A l'article 44 de la même loi, remplacé par la loi du 21 décembre 1990, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « musicien de troisième classe » sont remplacés par les mots « sergent musicien »;

2° dans l'alinéa 1^{er}, 1°, les mots « musicien de quatrième classe » sont remplacés par les mots « caporal musicien ».

Art. 93. A l'article 45 de la même loi, modifié par la loi du 20 mai 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « des groupes d'emplois » sont remplacés par les mots « autre corps et, le cas échéant, dans une autre spécialité d'un autre corps »;

2° dans l'alinéa 3, les mots « groupe d'emplois auquel » sont remplacés par les mots « corps et, le cas échéant, dans la spécialité auxquels ».

Art. 94. L'article 47 de la même loi est abrogé.

Art. 95. A l'article 70*bis*, § 2, de la même loi, inséré par la loi du 13 juillet 1976, les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

Art. 96. L'article 73*bis* de la même loi, inséré par la loi du 13 juillet 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 73*bis*. Pour l'application des dispositions du statut des sous-officiers du cadre actif, le service médical est considéré comme une force. »

Section 6. — Modification de la loi du 12 juillet 1973 portant statut des volontaires du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical

Art. 97. L'intitulé de la loi du 12 juillet 1973 portant statut des volontaires du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, remplacé par la loi du 21 décembre 1990, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Loi relative au statut des volontaires du cadre actif des forces armées ».

Art. 98. Dans l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi, remplacé par la loi du 21 décembre 1990, les mots « forces terrestre, aérienne et navale et du service médical » sont remplacés par les mots « forces armées ».

Art. 99. L'article 2, § 1^{er}, 2°, de la même loi, remplacé par la loi du 21 décembre 1990, est remplacé par le texte suivant :

« 2° à la marine :

a) matelot;

b) premier matelot;

c) quartier-maître;

d) quartier-maître chef;

e) premier quartier-maître chef. »

Art. 100. A l'article 3, § 3, de la même loi, modifié par la loi du 13 juillet 1976, les mots « ou le caporal-chef » sont remplacés par les mots « . le caporal-chef ou le premier caporal-chef ».

Art. 90. In artikel 40, § 2, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 2°, worden tussen de woorden « die » en « geschorst » de woorden « bij ordemaatregel » ingevoegd;

2° het eerste lid, 4°, wordt de Franse tekst vervangen door de volgende tekst :

« 4° Le sous-officier de carrière dont la candidature n'a pas été examinée pour des raisons de santé ou pour des raisons dues à l'administration. »

Art. 91. Artikel 42 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 mei 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 42. De graden waarin de onderofficieren-muzikanten door de minister van Landsverdediging worden benoemd, zijn dezelfde als deze bedoeld in artikel 2, § 1.

Iedere graad van de marine is gelijkwaardig met de graad van de overeenkomstige rang bij de landmacht, de luchtmacht en de medische dienst.

De benaming van de graad wordt aangevuld door de benaming « muzikant » voor de lagere onderofficieren en de keuronderofficieren en door de benaming « onderkapelmeester » voor de hoofdonderofficieren. »

Art. 92. In artikel 44 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 21 december 1990, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « muzikant van derde klasse » vervangen door de woorden « sergeant muzikant »;

2° in het eerste lid, 1°, worden de woorden « muzikant van vierde klasse » vervangen door de woorden « korporaal muzikant ».

Art. 93. In artikel 45 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 mei 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « één der ambtengroepen » vervangen door de woorden « een ander korps en, in voorkomend geval, naar een andere specialiteit van een ander korps »;

2° in het derde lid worden de woorden « de ambtengroep » vervangen door de woorden « het korps en, in voorkomend geval, in de specialiteit ».

Art. 94. Artikel 47 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 95. In artikel 70*bis*, § 2, van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 13 juli 1976, worden het tweede en derde lid opgeheven.

Art. 96. Artikel 73*bis* van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 13 juli 1976, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 73*bis*. Voor de toepassing van de bepalingen van het statuut van de onderofficieren van het actief kader, wordt de medische dienst als een krijgsmachtdeel beschouwd. »

Afdeling 6. — Wijziging van de wet van 12 juli 1973 houdende statuut van de vrijwilligers van het actief kader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst

Art. 97. Het opschrift van de wet van 12 juli 1973 houdende statuut van de vrijwilligers van het actief kader van de land-, lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, vervangen bij de wet van 21 december 1990, wordt vervangen door het volgend opschrift :

« Wet betreffende het statuut van de vrijwilligers van het actief kader van de krijgsmacht ».

Art. 98. In artikel 1, eerste lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet 21 december 1990, worden de woorden « land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst » vervangen door de woorden « krijgsmacht ».

Art. 99. Artikel 2, § 1, 2°, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 21 december 1990, wordt vervangen door de volgende tekst :

« 2° bij de marine :

a) matroos;

b) eerste matroos;

c) kwartiermeester;

d) kwartiermeester-chef;

e) eerste kwartiermeester-chef. »

Art. 100. In artikel 3, § 3, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1976, worden de woorden « of de korporaal-chef » vervangen door de woorden « . de korporaal-chef of de eerste korporaal-chef ».

Art. 101. A l'article 7 de la même loi, remplacé par la loi du 20 mai 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le texte néerlandais de l'alinéa 2, le mot « rechtvaardiging » est remplacé par le mot « verweer »;

2° dans le texte néerlandais de l'alinéa 3, le mot « de » est inséré entre les mots « binnen » et « twee »;

3° dans l'alinéa 3, les mots « de service actif » sont insérés entre les mots « ans » et « à » et entre les mots « année » et « , qui »;

4° l'article est complété par l'alinéa suivant :

« En dérogation aux dispositions des alinéas 3 et 4, sur la proposition du chef de corps, la candidature à l'avancement au grade de caporal peut être réexaminée une quatrième fois après que cinq années de service actif se sont écoulées après le dernier examen fixé à l'alinéa 3. »

Art. 102. Un article 7ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 7ter. En dérogation aux dispositions de l'article 7bis, alinéa 1^{er}, les grades de caporal-chef et de premier caporal-chef peuvent être octroyés au choix du chef d'état-major de la force concernée, un ou deux ans avant d'atteindre l'ancienneté minimum dans le grade immédiatement inférieur, à la suite d'une appréciation des mérites des candidats selon les règles fixées dans un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

Lors de l'appréciation, il est tenu compte de la potentialité du candidat par rapport aux fonctions du grade supérieur et plus spécifiquement :

1° des connaissances dont dispose le candidat, acquises à la suite de formations suivies et d'expériences vécues;

2° des compétences du candidat sur le plan caractériel, physique et professionnel;

3° des attitudes du candidat à l'égard de l'ensemble des obligations de service liées aux fonctions du grade supérieur. »

Art. 103. Dans le texte néerlandais de l'article 14, alinéa 1^{er}, de la même loi, remplacé par la loi du 28 décembre 1990, le mot « krijgsmachtdelen » est remplacé par le mot « krijgsmacht ».

Art. 104. Un article 18quater, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 18quater. Les mesures statutaires suivantes peuvent être prononcées à l'encontre du volontaire :

1° le retrait temporaire d'emploi par mesure disciplinaire;

2° le retrait définitif d'emploi par démission d'office;

3° la mise à la pension par application de l'article 3, B, a), 1° ou de l'article 3, B, b), des lois coordonnées sur les pensions militaires. »

Art. 105. L'article 21 de la même loi, modifié par la loi du 20 mai 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 21. Les grades auxquels les musiciens militaires volontaires de carrière, dénommés ci-après musiciens volontaires, sont nommés, sont les mêmes que ceux visés à l'article 2, § 1^{er}.

Il y a équivalence entre chacun des grades de la marine et le grade correspondant de la force terrestre, de la force aérienne et du service médical.

L'appellation du grade est complétée par l'appellation « musicien ».

Les musiciens volontaires sont assimilés aux volontaires de carrière. ».

Art. 106. L'article 23bis de la même loi, inséré par la loi du 13 juillet 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 23bis. Pour l'application des dispositions du statut des volontaires du cadre actif, le service médical est considéré comme une force. »

Art. 101. In artikel 7 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 20 mei 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid wordt het woord « rechtvaardiging » vervangen door het woord « verweer »;

2° in het derde lid wordt tussen de woorden « binnen » en « twee » het woord « de » ingevoegd;

3° in het derde lid worden tussen de woorden « jaar » en « te » en tussen de woorden « jaar » en « na » de woorden « werkelijke dienst » ingevoegd;

4° het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking van de bepalingen in het derde en vierde lid kan op voorstel van de korpscommandant de kandidatuur tot bevordering in de graad van korporaal een vierde maal worden onderzocht nadat vijf jaar werkelijke dienst verlopen zijn na het laatste onderzoek bepaald in het derde lid. »

Art. 102. Een artikel 7ter, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 7ter. In afwijking van de bepalingen van artikel 7bis, eerste lid, kunnen de graden van korporaal-chef en eerste korporaal-chef worden verleend naar de keuze van de stafchef van het betrokken krijgsmachtdeel, één of twee jaren voor het bereiken van de minimum-ancienniteit in de onmiddellijk lagere graad, ingevolge een beoordeling van de verdiensten van de kandidaten volgens de regels bepaald in een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Bij de beoordeling wordt rekening gehouden met de potentialiteit van de kandidaat ten aanzien van de functies van de hogere graad en meer bepaald :

1° met de kennis waarover de kandidaat beschikt, verworven na gevolgde vormingen en opgedane ervaringen;

2° met de kwaliteiten van de kandidaat op het karakteriële, fysieke en professionele vlak;

3° met de attitudes van de kandidaat ten aanzien van het geheel van de dienstverplichtingen verbonden met de functies van de hogere graad. »

Art. 103. In artikel 14, eerste lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 28 december 1990, wordt het woord « krijgsmachtdelen » vervangen door het woord « krijgsmacht ».

Art. 104. Een artikel 18quater, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 18quater. De volgende statutaire maatregelen kunnen worden uitgesproken ten opzichte van de vrijwilliger :

1° de tijdelijke ambtsontheffing bij tuchtmaatregel;

2° de definitieve ambtsontheffing door ontslag van ambtswege;

3° de definitieve oppensioenstelling bij toepassing van artikel 3, B, a), 1° of artikel 3, B, b), van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen. »

Art. 105. Artikel 21 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 mei 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 21. De graden waarin de militaire muzikanten-beroepsvrijwilligers, hierna vrijwilligers-muzikanten genoemd, worden benoemd, zijn dezelfde als deze bedoeld in artikel 2, § 1.

Iedere graad van de marine is gelijkwaardig met de graad van de overeenkomstige rang bij de landmacht, de luchtmacht en de medische dienst.

De benaming van de graad wordt aangevuld met de benaming « muzikant ».

De vrijwilligers-muzikanten zijn gelijkgesteld met de beroepsvrijwilligers. »

Art. 106. Artikel 23bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 13 juli 1976, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 23bis. Voor de toepassing van de bepalingen van het statuut van de vrijwilligers van het actief kader, wordt de medische dienst als een krijgsmachtdeel beschouwd. »

Section 7. — Modification de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées

Art. 107. L'intitulé du chapitre III de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre III. — Dispositions portant statut des officiers du cadre de complément des forces armées ».

Art. 108. Dans l'article 42 de la même loi, abrogé par la loi du 21 décembre 1990 et rétabli par la loi du 20 mai 1994, les mots « de chacune des forces et du service médical » sont remplacés par les mots « et, le cas échéant, par spécialité ».

Art. 109. Dans l'article 44, 1^o, de la même loi, les mots « article 37 » sont remplacés par les mots « article 36 ».

Art. 110. L'intitulé du chapitre IV de la même loi, remplacé par la loi du 28 décembre 1990, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre IV. - Dispositions relatives au personnel militaire féminin des forces armées, à la protection parentale et au congé palliatif ».

Art. 111. Dans l'article 46 de la même loi, les mots « forces terrestre, aérienne et navale et du service médical » sont remplacés par les mots « forces armées ».

Art. 112. L'article 47 de la même loi est abrogé.

Art. 113. Un article 49*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 49*bis*. Le militaire féminin qui se trouve en période de paix en service actif sans toutefois être en service intensif, en assistance ou en engagement opérationnel obtient, à sa demande, le congé nécessaire pour lui permettre de se rendre aux examens médicaux prénatals et de les subir dans la mesure où ceux-ci ne peuvent avoir lieu en dehors des heures de service. La demande doit être appuyée de toute preuve utile.

Ce congé est assimilé à une période de service actif et est rémunéré. »

Art. 114. L'article 50 de la même loi, modifié par la loi du 20 mai 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 50. § 1^{er}. Outre les congés auxquels elle peut prétendre selon la catégorie de personnel à laquelle elle appartient, le militaire féminin en service actif a droit à un congé de maternité prenant cours, à sa demande, au plus tôt à partir de la septième semaine qui précède la date présumée de l'accouchement ou de la neuvième semaine avant cette date lorsqu'une naissance multiple est prévue. Le militaire féminin remet à son chef de corps au plus tard huit semaines avant la date présumée de l'accouchement ou dix semaines avant cette date lorsqu'une naissance multiple est prévue un certificat médical attestant cette date. Si l'accouchement n'a lieu qu'après la date prévue par le médecin, le congé est prolongé jusqu'à la date exacte de l'accouchement.

Le militaire féminin ne peut effectuer aucune prestation à partir du septième jour qui précède la date présumée de l'accouchement jusqu'à la fin de la période de huit semaines qui prend cours le jour de l'accouchement.

§ 2. A la demande du militaire féminin, la partie postnatale du congé de maternité peut être prolongée au-delà de la huitième semaine, d'une période égale à la période pendant laquelle elle a continué à effectuer des prestations ou a été en permission ou en congé à l'exception du congé de maternité et du congé visé à l'article 52, et ce à partir de la septième semaine précédant la date exacte de l'accouchement ou de la neuvième semaine lorsqu'une naissance multiple est prévue. En cas de naissance prématurée, cette période est réduite du nombre de jours pendant lesquels elle a soit effectué des prestations soit été en permission ou en congé à l'exception du congé de maternité et du congé visé à l'article 52 au cours de la période de sept jours qui précède la date de l'accouchement. Les périodes d'absence pour motif de santé ne sont assimilées ni à des périodes pendant lesquelles des prestations sont effectuées ni à des congés ou permissions.

Afdeling 7. — Wijziging van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht

Art. 107. Het opschrift van hoofdstuk III van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht wordt vervangen door het volgend opschrift :

« Hoofdstuk III. — Bepalingen houdende statuut van de officieren van het aanvullingskader van de krijgsmacht »

Art. 108. In artikel 42 van dezelfde wet, opgeheven door de wet van 21 december 1990 en opnieuw opgenomen door de wet van 20 mei 1994, worden de woorden « van ieder krijgsmachtdeel en van de medische dienst » vervangen door de woorden « en, in voorkomend geval, per specialiteit ».

Art. 109. In artikel 44, 1^o, van dezelfde wet worden de woorden « artikel 37 » vervangen door de woorden « artikel 36 ».

Art. 110. Het opschrift van hoofdstuk IV van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 28 december 1990, wordt vervangen door het volgend opschrift :

« Hoofdstuk IV. - Bepalingen betreffende het vrouwelijk militair personeel van de krijgsmacht, de ouderschapsbescherming en het palliatief verlof »

Art. 111. In artikel 46 van dezelfde wet worden de woorden « de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst » vervangen door de woorden « de krijgsmacht ».

Art. 112. Artikel 47 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 113. In dezelfde wet wordt een artikel 49*bis* ingevoegd, luidende :

« Artikel 49*bis*. De vrouwelijke militair die zich in periode van vrede in werkelijke dienst bevindt zonder evenwel in intensieve dienst, in hulpverlening of in operationele inzet te zijn, verkrijgt op haar aanvraag het nodige verlof om haar in staat te stellen zich te begeven naar prenatale medische onderzoeken, voor zover deze niet buiten de diensturen kunnen plaatsvinden, en deze te ondergaan. De aanvraag moet worden gestaafd met elk nuttig bewijs.

Dit verlof wordt gelijkgesteld met een periode van werkelijke dienst en wordt bezoldigd. »

Art. 114. Artikel 50 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 mei 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 50. § 1. Buiten de verloven waarop zij, volgens de personeelscategorie waartoe zij behoort, aanspraak kan maken, heeft de vrouwelijke militair in werkelijke dienst recht op een moederschapsverlof dat, op haar verzoek, ten vroegste aanvangt de zevende week vóór de vermoedelijke datum van de bevalling of de negende week vóór deze datum wanneer de geboorte van een meerling wordt verwacht. De vrouwelijke militair bezorgt aan haar korpscommandant ten laatste acht weken vóór de vermoedelijke datum van de bevalling of tien weken vóór deze datum wanneer de geboorte van een meerling wordt verwacht een medisch getuigschrift waaruit deze datum blijkt. Indien de bevalling plaats heeft na de door de geneesheer voorziene datum, wordt het verlof tot de werkelijke datum van de bevalling verlengd.

De vrouwelijke militair mag geen prestaties meer verrichten vanaf de zevende dag die de vermoedelijke datum van de bevalling voorafgaat tot het verstrijken van de periode van acht weken die begint te lopen op de dag van de bevalling.

§ 2. Op verzoek van de vrouwelijke militair kan het postnatale gedeelte van het moederschapsverlof na de achtste week verlengd worden, met een periode waarvan de duur gelijk is aan de periode waarin zij verder prestaties verricht heeft of met vergunning of verlof geweest is met uitzondering van het moederschapsverlof en het verlof bedoeld in artikel 52, en dit vanaf de zevende week vóór de werkelijke datum van de bevalling of vanaf de negende week wanneer de geboorte van een meerling wordt verwacht. Bij vroeggeboorte wordt deze periode verminderd met het aantal dagen waarop zij, tijdens de periode van zeven dagen die de bevalling voorafgaat, hetzij prestaties geleverd heeft hetzij met vergunning of verlof geweest is met uitzondering van het moederschapsverlof en het verlof bedoeld in artikel 52. Periodes van afwezigheid om gezondheidsredenen worden noch met periodes waarin prestaties worden verricht noch met verloven of vergunningen gelijkgesteld.

Toutefois, lorsque le nouveau-né doit rester dans l'établissement hospitalier pendant au moins huit semaines à compter de sa naissance, le militaire féminin peut reporter la prolongation du congé de maternité à laquelle elle a droit en vertu de l'alinéa précédent, jusqu'au moment où le nouveau-né entre au foyer.

A cet effet, le militaire féminin remet à son chef de corps :

1° au moment de la reprise en service, une attestation de l'établissement hospitalier certifiant que le nouveau-né est hospitalisé depuis au moins huit semaines;

2° au moment où elle demande la prolongation de son congé de maternité, une attestation de l'établissement hospitalier certifiant la date de sortie du nouveau-né.

§ 3. Le militaire féminin conserve son droit à la prolongation reportée du congé de maternité dans l'année de la naissance de son enfant en cas de décès de celui-ci. ».

Art. 115. L'article 51, § 1^{er} de la même loi, remplacé par la loi du 21 juillet 1990, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 51. § 1^{er}. Le militaire féminin qui se trouve en état de grossesse ne peut exécuter du travail de nuit pendant une période de huit semaines avant la date présumée de l'accouchement. Sur présentation d'un certificat médical, elle ne peut être tenue d'effectuer des tâches ou du travail de nuit qui présentent un danger pour sa santé ou pour celle de l'enfant pendant d'autres périodes au cours de la grossesse et pendant une période de quatre semaines au maximum qui suit immédiatement la fin du congé de maternité. »

Art. 116. L'article 52 de la même loi est complété comme suit :

« ou est, à défaut, placée en congé. Cette période de congé est rémunérée et est assimilée à une période de service actif. »

Art. 117. L'article 53bis de la même loi, inséré par la loi du 28 décembre 1990 et modifié par la loi du 20 mai 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 53bis. L'officier, le sous-officier ou le volontaire du cadre actif obtient à sa demande, après la naissance ou l'adoption d'un enfant, un congé parental d'une durée maximale de trois mois. Ce congé doit être pris dans les 10 ans qui suivent la naissance ou l'adoption de l'enfant. Ce congé est pris par période de 30 jours.

Si le père et la mère de l'enfant sont militaires du cadre actif, le congé parental visé au présent article ne peut être simultanément octroyé aux deux. Le congé parental n'est pas rémunéré. Il est assimilé pour le surplus à une période de service actif. »

Art. 118. Un article 53quater, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 53quater. § 1^{er}. Lors du décès ou de l'hospitalisation de la mère durant la période de congé de maternité visée à l'article 50, le père qui a la qualité de militaire du cadre actif, bénéficiaire, à sa demande, d'un congé de paternité en vue d'assurer l'accueil de l'enfant.

§ 2. En cas de décès de la mère, la durée du congé de paternité est au maximum la partie restante du congé de maternité non encore épuisé par la mère.

§ 3. En cas d'hospitalisation de la mère, le père peut bénéficier du congé de paternité pour autant que les conditions suivantes soient remplies :

1° le congé de paternité ne peut débiter avant le septième jour qui suit le jour de la naissance de l'enfant;

2° le nouveau-né doit avoir quitté l'hôpital;

3° l'hospitalisation de la mère doit avoir une durée de plus de sept jours.

Le congé de paternité se termine au moment où l'hospitalisation de la mère a pris fin et au plus tard au terme de la partie du congé de maternité non encore épuisée par la mère.

§ 4. Le congé de paternité est rémunéré et est assimilé à une période de service actif. »

Wanneer het pasgeboren kind evenwel gedurende ten minste acht weken na de geboorte in de verplegingsinrichting opgenomen moet blijven, kan de vrouwelijke militair de verlenging van het moederschapsverlof waarop zij krachtens het vorige lid recht heeft, uitstellen tot op het ogenblik waarop het pasgeboren kind naar huis komt.

Met dat doel bezorgt de vrouwelijke militair aan haar korpscommandant :

1° op het ogenblik dat zij heropgenomen wordt in de dienst, een getuigschrift van de verplegingsinrichting waaruit blijkt dat het pasgeboren kind in de verplegingsinrichting opgenomen is sinds ten minste acht weken;

2° op het ogenblik dat zij de verlenging van haar moederschapsverlof aanvraagt, een getuigschrift van de verplegingsinrichting dat de datum vermeldt waarop het pasgeboren kind de inrichting verlaat.

§ 3. De vrouwelijke militair behoudt haar recht op de uitgestelde verlenging van het moederschapsverlof binnen het jaar na de geboorte van haar kind wanneer het overlijdt. »

Art. 115. Artikel 51, § 1, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 21 juli 1990, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 51. § 1. De vrouwelijke militair die zwanger is mag geen nachtwerk verrichten gedurende een periode van acht weken vóór de vermoedelijke datum van de bevalling. Op voorlegging van een medisch getuigschrift mag ze niet verplicht worden taken of nachtwerk te verrichten die gevaarlijk zijn voor haar gezondheid of die van haar kind gedurende andere periodes tijdens de zwangerschap en gedurende een periode van maximum vier weken die onmiddellijk volgt op het einde van het moederschapsverlof. »

Art. 116. Artikel 52 van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« of wordt, bij ontstentenis, met verlof geplaatst. Deze verlofperiode wordt bezoldigd en wordt gelijkgesteld met een periode van werkelijke dienst. »

Art. 117. Artikel 53bis van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 28 december 1990 en gewijzigd bij de wet van 20 mei 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 53bis. De officier, de onderofficier of de vrijwilliger van het actief kader bekomt op zijn aanvraag een ouderschapsverlof van ten hoogste drie maanden na de geboorte of de adoptie van een kind. Dit verlof dient genomen te worden binnen de 10 jaar die volgen op de geboorte of de adoptie van het kind. Dit verlof wordt per periode van 30 dagen genomen.

Wanneer de vader en de moeder van het kind militairen van het actief kader zijn, kan het ouderschapsverlof bedoeld in dit artikel niet gelijktijdig aan de twee toegekend worden. Het ouderschapsverlof wordt niet bezoldigd. Voor het overige wordt het gelijkgesteld met een periode van werkelijke dienst. »

Art. 118. Een artikel 53quater, luidend als volgt wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 53quater. § 1. Bij het overlijden of de hospitalisatie van de moeder gedurende de periode van moederschapsverlof bedoeld in artikel 50, neemt de vader, die de hoedanigheid van militair van het actief kader heeft, op zijn verzoek, vaderschapsverlof om de opvang van het kind te verzekeren.

§ 2. Bij het overlijden van de moeder is de duur van het vaderschapsverlof ten hoogste het resterende deel van het moederschapsverlof dat de moeder nog niet heeft genomen.

§ 3. Bij hospitalisatie van de moeder kan de vader het vaderschapsverlof nemen voor zover de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° het vaderschapsverlof kan geen aanvang nemen vóór de zevende dag na de geboorte van het kind;

2° de pasgeborene moet het ziekenhuis verlaten hebben;

3° de hospitalisatie van de moeder moet langer duren dan zeven dagen.

Het vaderschapsverlof neemt een einde op het ogenblik dat de hospitalisatie van de moeder wordt beëindigd en uiterlijk bij het verstrijken van het deel van het moederschapsverlof dat nog niet door de moeder is opgenomen.

§ 4. Het vaderschapsverlof wordt bezoldigd en wordt gelijkgesteld met een periode van werkelijke dienst. »

Art. 119. L'intitulé de la section 4 du chapitre IV de la même loi est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section 4. — Congé pour soins palliatifs ».

Art. 120. L'article 55 de la même loi, abrogé par la loi du 20 mai 1994, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 55. Sauf en période de guerre, le militaire du cadre actif a droit à un congé en cas de soins palliatifs d'une personne.

Pour l'application du présent article, on entend par soins palliatifs toute forme d'assistance, notamment médicale, sociale, administrative et psychologique ainsi que les soins donnés à une personne souffrant d'une maladie incurable et se trouvant en phase terminale.

La durée du congé est au maximum d'un mois, prolongeable d'un mois.

Sauf pour motifs exceptionnels à apprécier par le ministre de la Défense nationale, la durée de tous les congés pour soins palliatifs ne peut dépasser au total six mois au cours de la carrière du militaire.

Le militaire qui souhaite obtenir un congé pour soins palliatifs, introduit à cette fin une demande auprès de son chef de corps. Il joint à sa demande une attestation délivrée par le médecin traitant de la personne en nécessité de soins palliatifs, duquel il ressort que le militaire a déclaré qu'il est disposé à donner des soins palliatifs, sans que l'identité du patient soit mentionnée.

Le congé pour soins palliatifs n'est pas rémunéré mais est assimilé à une période de service actif. »

Section 8. — Modification de la loi du 18 février 1987 relative au statut des sous-officiers du cadre de réserve des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical

Art. 121. L'intitulé de la loi du 18 février 1987 relative au statut des sous-officiers de réserve des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical est remplacé par l'intitulé suivant :

« Loi relative au statut des sous-officiers de réserve des forces armées ».

Art. 122. Dans l'article 1^{er} de la même loi, les mots « forces terrestre, aérienne et navale et dans le service médical » sont remplacés par les mots « forces armées. »

Art. 123. A l'article 3 de la même loi, remplacé par les lois du 20 mai 1994, les mots « forces terrestre, aérienne et navale et du service médical » sont remplacés par les mots « forces armées ».

Art. 124. Dans le texte néerlandais de l'article 19, alinéa 1^{er}, de la même loi, le mot « krijgsmachtdelen » est remplacé par le mot « krijgsmacht ».

Art. 125. Un article 20*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 20*bis*. Les mesures statutaires suivantes peuvent être prononcées à l'encontre du sous-officier de réserve :

- 1° la non-activité par mesure disciplinaire;
- 2° la démission d'office du grade, visée à l'article 7. »

Art. 126. L'intitulé du chapitre V de la même loi est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre V. — Les corps et les spécialités ».

Art. 127. L'article 21 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 21. Les sous-officiers de réserve sont répartis entre les corps déterminés par le Roi.

En outre, dans certains corps, les sous-officiers de réserve sont affectés dans une des spécialités déterminées par le Roi. »

Art. 128. A l'article 23 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

- 1° dans le § 1^{er}, le mot « mobilisées » est supprimée;
- 2° le § 2 est abrogé.

Art. 119. Het opschrift van afdeling 4 van hoofdstuk IV van dezelfde wet wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Afdeling 4. — Palliatief verlof »

Art. 120. Artikel 55 van dezelfde wet, opgeheven door de wet van 20 mei 1994, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Artikel 55. Behalve in periode van oorlog, heeft de militair van het actief kader recht op verlof in geval van palliatieve verzorging van een persoon.

Voor de toepassing van dit artikel wordt onder palliatieve verzorging verstaan, elke vorm van bijstand en inzonderheid medische, sociale, administratieve en psychologische bijstand en verzorging van een persoon die lijdt aan een ongeneeslijke ziekte en die zich in een terminale fase bevindt.

De duur van het verlof bedraagt maximum een maand, verlengbaar met een maand.

Behoudens uitzonderlijke redenen waarover de minister van Landsverdediging oordeelt, mag de duur van alle palliatieve verloven tijdens de loopbaan van een militair een totaal van zes maanden niet overschrijden.

De militair die een palliatief verlof wenst te bekomen, dient hiertoe een aanvraag in bij zijn korpscommandant. Hij voegt bij zijn aanvraag een getuigschrift afgeleverd door de behandelende geneesheer van de persoon die palliatieve verzorging behoeft, waaruit blijkt dat de militair zich bereid verklaard heeft deze palliatieve verzorging te verlenen, zonder dat hierbij de identiteit van de patiënt wordt vermeld.

Het palliatief verlof is niet bezoldigd maar wordt gelijkgesteld met een periode van werkelijke dienst. »

Afdeling 8. — Wijziging van de wet van 18 februari 1987 betreffende het statuut van de onderofficieren van het reservekader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst

Art. 121. Het opschrift van de wet van 18 februari 1987 betreffende het statuut van de onderofficieren van het reservekader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Wet betreffende het statuut van de reserveonderofficieren van de krijgsmacht »

Art. 122. In artikel 1 van dezelfde wet worden de woorden « de land-, de lucht- en de zeemacht en in de medische dienst » vervangen door de woorden « de krijgsmacht ».

Art. 123. In artikel 3 van dezelfde wet, vervangen bij de wetten van 20 mei 1994, worden de woorden « de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst » vervangen door de woorden « de krijgsmacht ».

Art. 124. In artikel 19, eerste lid, van dezelfde wet wordt het woord « krijgsmachtdelen » vervangen door het woord « krijgsmacht ».

Art. 125. Een artikel 20*bis*, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 20*bis*. De volgende statutaire maatregelen kunnen worden uitgesproken ten opzichte van de reserveonderofficier :

- 1° de non-activiteit bij tuchtmaatregel;
- 2° het ontslag van ambtswege uit de graad bedoeld in artikel 7. »

Art. 126. Het opschrift van hoofdstuk V van dezelfde wet wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Hoofdstuk V. — De korpsen en de specialiteiten »

Art. 127. Artikel 21 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 21. De reserveonderofficieren worden verdeeld over de door de Koning bepaalde korpsen.

Bovendien, worden in sommige korpsen de reserveonderofficieren ingedeeld in één van de door de Koning bepaalde specialiteiten. »

Art. 128. In artikel 23 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 1 vervalt het woord « gemobiliseerde »;
- 2° § 2 wordt opgeheven.

Art. 129. L'article 28 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 28. Le Roi règle l'avancement des sous-officiers de réserve conformément aux dispositions du chapitre VI et du présent chapitre. »

Art. 130. L'article 29 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 29. Dans les forces armées, l'avancement des sous-officiers de réserve a lieu dans le corps ou, le cas échéant, dans la spécialité auxquels ils sont affectés. »

Art. 131. L'article 34 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 34. Le sous-officier de réserve recruté en vertu de l'article 1^{er} ne peut être promu aux grades de sous-officier supérieur dans le cadre de réserve.

Toutefois, le sous-officier de réserve issu du cadre des sous-officiers de carrière et qui a réussi l'examen de qualification visé à l'article 39 de la loi du 27 décembre 1961 relative au statut des sous-officiers du cadre actif des forces armées, peut être promu dans le cadre de réserve au grade d'adjudant-chef ou à un grade équivalent, aux conditions fixées par le Roi.

Le sous-officier de carrière versé dans le cadre de réserve avec un grade d'adjudant ou un grade équivalent, ou avec un grade de sous-officier supérieur ne peut obtenir qu'une seule promotion dans le cadre de réserve.

Les candidatures aux grades de sous-officier supérieur de réserve sont soumises aux comités d'avancement compétents suivant la réglementation applicable aux sous-officiers de carrière, comme fixée aux articles 39 et 39bis de la loi du 27 décembre 1961 relative au statut des sous-officiers du cadre actif des forces armées. »

Art. 132. L'article 40 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 40. Le Roi détermine l'âge auquel les sous-officiers de réserve des différents grades, corps et, selon le cas, spécialités cessent de faire partie du cadre de réserve. »

Art. 133. L'article 43 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 43. L'article 15bis de la loi du 27 décembre 1961 relative au statut des sous-officiers du cadre actif des forces armées est applicable aux sous-officiers de réserve. »

Art. 134. L'article 47 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 47. Pour l'application des dispositions du statut des sous-officiers de réserve, le service médical est considéré comme une force. »

Art. 135. Dans le texte néerlandais de l'article 71, § 1^{er}, de la même loi, le mot « krijgsmachtdelen » est remplacé par le mot « krijgsmacht ».

Section 9. — Modification de la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif

Art. 136. Dans l'article 1^{er} de la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif, les mots « forces terrestre, aérienne et navale et du service médical » sont remplacés par les mots « forces armées ».

Art. 137. Un article 7bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 7bis. Pour l'application des dispositions du statut des candidats militaires du cadre actif, le service médical est considéré comme une force. ».

Art. 138. A l'article 9bis de la même loi, inséré par la loi du 20 mai 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « par force et par régime linguistique », sont insérés entre les mots « catégorie de personnel, » et « le nombre de places »;

2° l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Le classement de ces candidats se fait selon le modèle psychométrique visé à l'article 13bis. »

Art. 129. Artikel 28 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 28. De Koning regelt de bevordering van de reserveonderofficieren overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk VI en van dit hoofdstuk. »

Art. 130. Artikel 29 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 29. In de krijgsmacht heeft de bevordering van de reserveonderofficieren plaats in het korps of, in voorkomend geval, in de specialiteit waarvoor zij zijn aangewezen. »

Art. 131. Artikel 34 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 34. De reserveonderofficier die is aangeworven op grond van artikel 1 kan niet worden bevorderd tot de graden van hoofdonderofficier in het reservekader.

De reserveonderofficier die uit het kader van de beroepsonderofficieren komt en geslaagd is voor het kwalificatie-examen bedoeld in artikel 39 van de wet van 27 december 1961 betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de krijgsmacht, kan onder de door de Koning vastgestelde voorwaarden in het reservekader worden bevorderd tot de graad van adjudant-chef of tot een gelijkwaardige graad.

De beroepsonderofficier die bij de reserve werd ingedeeld met de graad van adjudant of een gelijkwaardige graad, of met een graad van hoofdonderofficier kan in het reservekader slechts één bevordering bekomen.

Kandidaturen voor de graden van hoofdonderofficier van het reservekader worden aan de bevoegde bevorderingscomités voorgelegd volgens de regeling die toepassing vindt op de beroepsonderofficieren, zoals bepaald in de artikelen 39 en 39bis van de wet van 27 december 1961 betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de krijgsmacht. »

Art. 132. Artikel 40 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 40. De Koning bepaalt op welke leeftijd de reserveonderofficieren van de verschillende graden, korpsen en, in voorkomend geval, specialiteiten ophouden tot het reservekader te behoren. »

Art. 133. Artikel 43 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 43. Het artikel 15bis van de wet van 27 december 1961 betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de krijgsmacht is van toepassing op de reserveonderofficieren. »

Art. 134. Artikel 47 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 47. Voor de toepassing van de bepalingen van het statuut van de reserveonderofficieren, wordt de medische dienst als een krijgsmachtdeel beschouwd. »

Art. 135. In artikel 71, § 1, van dezelfde wet wordt het woord « krijgsmachtdelen » vervangen door het woord « krijgsmacht ».

Afdeling 9. — Wijziging van de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader

Art. 136. In artikel 1 van de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader worden de woorden « de land-, de lucht-, de zeemacht en van de medische dienst » vervangen door de woorden « de krijgsmacht ».

Art. 137. Een artikel 7bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 7bis. Voor de toepassing van de bepalingen van het statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader, wordt de medische dienst als een krijgsmachtdeel beschouwd. »

Art. 138. In artikel 9bis van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 20 mei 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° worden tussen de woorden « van het personeel » en « het aantal plaatsen » de woorden « , per krijgsmachtdeel en per taalstelsel, » ingevoegd;

2° wordt het artikel aangevuld met het volgende lid :

« De rangschikking van die kandidaten gebeurt volgens het psychometrisch model bedoeld in artikel 13bis. »

Art. 139. Un article 13*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 13*bis*. Pour la catégorie de personnel désignée par le Roi ou par l'autorité qu'il détermine, le classement des candidats peut se faire selon un modèle psychométrique.

Ce modèle psychométrique tient compte des critères suivants : l'importance accordée à l'occupation des différentes places pour les forces armées et la probabilité de réussite de tous les candidats pour les différents cycles de formation spécifiques. »

Art. 140. A l'article 20, alinéa 1^{er}, de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « ou par corps, pour les corps spéciaux » sont insérés entre les mots « par force » et « le cycle de formation »;

2° l'alinéa est complété comme suit :

« Les candidats peuvent être classés selon les conditions que le Roi fixe. »

Art. 141. A l'article 21 de la même loi, modifié par la loi du 20 mai 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 2, alinéa 1^{er}, 1°, a) et 2°, a), les mots « premier matelot » sont remplacés par le mot « quartier-maître »;

2° dans le § 2, alinéa 1^{er}, 3°, les mots « matelot de première classe » sont remplacés par les mots « premier matelot »;

3° le § 3 est complété comme suit :

« selon les conditions que le Roi fixe. »;

4° le § 6 est complété par l'alinéa suivant :

« Toutefois, cette disposition n'est pas applicable lorsque le retard encouru pendant le cycle de formation trouve son origine soit dans un accident ou une maladie à la suite d'un fait en rapport avec le service, soit à la suite d'intempéries, pour le candidat sous-officier de carrière qui suit la formation de pilote de l'aviation légère. »;

5° dans le § 7, alinéa 1^{er}, les mots « Le § 5 ne s'applique » sont remplacés par les mots « Les §§ 5 et 6 ne s'appliquent ».

Art. 142. A l'article 24, § 2, de la même loi, remplacé par la loi du 20 mai 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « ou candidat sous-officier de carrière » sont insérés entre les mots « carrière » et « visé »;

2° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « ou de sous-officier de carrière » sont insérés entre les mots « carrière » et « du personnel »;

3° dans l'alinéa 2, les mots « ou dans un corps spécial » sont ajoutés après les mots « autre force »;

4° le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Le candidat militaire de carrière ou de complément qui, pour des raisons de condition physique, n'est pas en état de parfaire son cycle de formation spécifique peut, à sa demande et aux conditions fixées par le Roi obtenir du chef d'état-major de sa force l'autorisation de poursuivre sa formation dans un autre cycle de formation spécifique de sa force dans la même qualité et dans une promotion contemporaine. »

Art. 143. A l'article 25, alinéa 1^{er}, 1°, a), de la même loi, remplacé par la loi du 20 mai 1994, dans le texte néerlandais le mot « of » est remplacé par le mot « en ».

Section 10. — Modification de la loi du 20 mai 1994 portant statut des militaires court terme

Art. 144. Un article 3*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 20 mai 1994 portant statut des militaires court terme :

« Article 3*bis*. Pour l'application des dispositions du statut des militaires court terme, le service médical est considéré comme une force. ».

Art. 145. L'article 5 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Le militaire court terme réintégré conformément aux dispositions de l'article 18, alinéa 2, souscrit à un engagement additionnel pour la durée restante de l'engagement non terminé visé à l'alinéa 1^{er}. Pour l'application des dispositions des articles 18, alinéa 1^{er}, 19, 21, 1°, 24 et 26, § 2, alinéa 1^{er}, 1°, l'engagement additionnel est considéré comme un engagement. »

Art. 139. Een artikel 13 *bis*, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet, ingevoegd :

« Artikel 13*bis*. Voor de personeelscategorie bepaald door de Koning of door de overheid die Hij aanduidt, kan de rangschikking van de kandidaten gebeuren volgens een psychometrisch model.

Dit psychometrisch model houdt rekening met volgende criteria : het belang dat gehecht wordt aan de bezetting van de verschillende plaatsen voor de krijgsmacht en met de kans op slagen van alle kandidaten voor de verschillende specifieke vormingscycli. »

Art. 140. In artikel 20, eerste lid, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen de woorden « per krijgsmachtdeel » en « de vormingscyclus » worden de woorden « of per corps, voor de bijzondere korpsen » ingevoegd;

2° het lid wordt aangevuld als volgt :

« De kandidaten kunnen worden gerangschikt volgens de voorwaarden die de Koning bepaalt. »

Art. 141. In artikel 21 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 mei 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, eerste lid, 1°, a) en 2°, a), worden de woorden « eerste matroos » vervangen door het woord « kwartiermeester »;

2° in § 2, eerste lid, 3°, worden de woorden « matroos eerste klasse » vervangen door de woorden « eerste matroos »;

3° de § 3 wordt aangevuld als volgt :

« volgens de voorwaarden die de Koning bepaalt. »;

4° de § 6 wordt aangevuld met het volgende lid :

« Deze bepaling is evenwel niet van toepassing wanneer de tijdens de vormingscyclus opgelopen vertraging werd veroorzaakt hetzij door een ongeval of een ziekte ingevolge een met de dienst verband houdend feit, hetzij ingevolge slechte weersomstandigheden, voor de kandidaat-beroepsonderofficier die de vorming volgt van piloot van het licht vliegwezen. »;

5° in § 7, eerste lid, worden de woorden « Paragraaf 5 is » vervangen door de woorden « Paragraaf 5 en 6 zijn ».

Art. 142. In artikel 24, § 2, van dezelfde wet, vervangen door de wet van 20 mei 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden tussen de woorden « kandidaat-beroepsofficier » en « bedoeld » de woorden « of kandidaat-beroepsonderofficier » ingevoegd;

2° in het eerste lid, worden tussen de woorden « beroepsofficier » en « van » de woorden « of beroepsonderofficier » ingevoegd;

3° in het tweede lid, worden tussen de woorden « een ander krijgsmachtdeel » en « voort te zetten » de woorden « of in een bijzonder corps » ingevoegd;

4° de § 2 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De kandidaat-beroeps- of aanvullingsmilitair die om redenen van fysieke conditie zijn specifieke vormingscyclus niet kan voltooien, kan, op zijn verzoek en onder de voorwaarden die de Koning bepaalt, van de stafchef van zijn krijgsmachtdeel de toestemming bekomen om zijn vorming voort te zetten in een andere specifieke vormingscyclus van zijn krijgsmachtdeel in dezelfde hoedanigheid en in een gelijktijdige promotie. »

Art. 143. In artikel 25, eerste lid, 1°, a), van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 20 mei 1994, wordt het woord « of » vervangen door het woord « en ».

Afdeling 10. — Wijziging van de wet van 20 mei 1994 houdende statuut van de militairen korte termijn

Art. 144. Een artikel 3*bis*, luidend als volgt, wordt in de wet van 20 mei 1994 houdende statuut van de militairen korte termijn ingevoegd :

« Artikel 3*bis*. Voor de toepassing van de bepalingen van het statuut van de militairen korte termijn, wordt de medische dienst als een krijgsmachtdeel beschouwd. »

Art. 145. Artikel 5 van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

« De volgens de bepaling van artikel 18, tweede lid, heropgenomen militair korte termijn gaat een aanvullende dienstneming aan voor de resterende duur van de niet volbrachte dienstneming bedoeld in het eerste lid. Voor de toepassing van de bepalingen van de artikelen 18, eerste lid, 19, 21, 1°, 24 en 26, § 2, eerste lid, 1°, dient de aanvullende dienstneming te worden beschouwd als een dienstneming. »

Art. 146. Un article *7bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article *7bis*. Pour la catégorie de personnel désignée par le Roi ou par l'autorité qu'il détermine, le classement des candidats peut se faire selon un modèle psychométrique.

Ce modèle psychométrique tient compte des critères suivants : l'importance accordée à l'occupation des différentes places pour les forces armées et la probabilité de réussite de tous les candidats pour les différents cycles de formation spécifiques. »

Art. 147. L'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi est complété comme suit :

« 4° le candidat officier ou le candidat sous-officier qui ne conserve pas au moins le profil médical correspondant à sa catégorie de personnel, fixé par le Roi;

5° le candidat volontaire qui ne conserve pas au moins le profil médical pour l'emploi dans lequel il est formé, fixé par le Roi. »

Art. 148. L'article 18, alinéa 2, de la même loi est complété comme suit :

« Toutefois, le militaire court terme dont l'engagement a été automatiquement résilié sur la base de l'article 19, alinéa 1^{er}, 3°, a), en vue de suivre une formation de candidat militaire du cadre actif dans une catégorie supérieure de personnel peut être réintégré aux conditions sur le plan des qualités morales, physiques, caractérielles et professionnelles et selon les modalités fixées par le Roi. »

Art. 149. A l'article 19, alinéa 1^{er}, de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le 3°, a), les mots « forces terrestre, aérienne, navale et du service médical » sont remplacés par les mots « forces armées »;

2° un 5° est ajouté, rédigé comme suit :

« 5° perte du profil médical pour l'emploi dans lequel le volontaire court terme a été formé, fixé par le Roi. »

Art. 150. Un article *41bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article *41bis*. En dérogation aux dispositions de l'article 1^{er}, le militaire court terme dont le troisième rengagement vient à expiration ou qui, en raison de la limite d'âge fixée par le Roi ne pourrait plus souscrire un rengagement, est autorisé à sa demande, à souscrire maximum deux rengagements d'une durée d'un an.

Pour l'application des dispositions de l'article 26, le militaire court terme qui accomplit ou a accompli, selon le cas, un quatrième ou un cinquième rengagement bénéficie des mêmes primes de reclassement et exemption de service que celui qui accomplit ou a accompli un troisième rengagement. »

Section 11. — Modification de la loi du 20 mai 1994 relative à la mise en œuvre des forces armées, à la mise en condition, ainsi qu'aux périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver

Art. 151. Dans le texte néerlandais de l'article 2, alinéa 2, de la loi du 20 mai 1994 relative à la mise en œuvre des forces armées, à la mise en condition, ainsi qu'aux périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver, le mot « geschil » est remplacé par le mot « conflict ».

Art. 152. Un article *3bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article *3bis*. En période de guerre, le candidat militaire en formation visé à l'article 10, qui n'a pas atteint l'âge de 18 ans, ne peut pas participer à une forme d'engagement opérationnel armé. »

Art. 153. L'article 10, alinéa 4, de la même loi, est remplacé par l'alinéa suivant :

« La sous-position « en assistance » est la sous-position de chaque militaire qui participe à une mission visée à l'article 3, § 1^{er}, 2°, b). Le militaire visé à l'alinéa 1^{er} ne peut être dans cette sous-position « en assistance » sauf pour l'accomplissement de missions sur le territoire national. »

Art. 146. Een artikel *7bis*, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel *7bis*. Voor de personeelscategorie bepaald door de Koning of door de overheid die Hij aanduidt, kan de rangschikking van de kandidaten gebeuren volgens een psychometrisch model.

Dit psychometrisch model houdt rekening met volgende criteria : het belang dat gehecht wordt aan de bezetting van de verschillende plaatsen voor de krijgsmacht en de kans op slagen van alle kandidaten voor de verschillende specifieke vormingscycli. »

Art. 147. Artikel 14, § 1, eerste lid, van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« 4° de kandidaat-officier of de kandidaat-onderofficier die niet ten minste het medisch profiel voor zijn personeelscategorie behoudt, zoals bepaald door de Koning;

5° de kandidaat-vrijwilliger die niet ten minste het medisch profiel voor het ambt waarin hij is gevormd, behoudt, zoals bepaald door de Koning. »

Art. 148. Artikel 18, tweede lid, van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« De militaire korte termijn waarvan de dienstneming echter op basis van artikel 19, eerste lid, 3°, a), werd verbroken om een vorming te volgen van kandidaat-militair van het actief kader in een hogere personeelscategorie, kan worden heropgenomen onder de voorwaarden op het vlak van de morele, fysieke, karakteriële en professionele hoedanigheden en volgens de nadere regels die de Koning bepaalt. »

Art. 149. In artikel 19, eerste lid, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in onderdeel 3°, a), worden de woorden « de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst » vervangen door de woorden « de krijgsmacht »;

2° een onderdeel 5° wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« 5° verlies van het medisch profiel voor het ambt waarin de vrijwilliger korte termijn werd gevormd, zoals bepaald door de Koning. »

Art. 150. In dezelfde wet wordt een artikel *41bis* ingevoegd, luidende :

« Artikel *41bis*. In afwijking van de bepalingen van artikel 1 is de militaire korte termijn wiens derde wederdienstneming verstrijkt of die, wegens de leeftijdsgrens bepaald door de Koning geen wederdienstneming meer zou kunnen aangaan, gemachtigd om op zijn aanvraag maximum twee wederdienstnemingen voor de duur van één jaar aan te gaan.

Voor de toepassing van de bepalingen van artikel 26, geniet de militaire korte termijn die een vierde of een vijfde wederdienstneming vervult of vervuld heeft, naargelang het geval, van dezelfde reclaseringspremie en vrijstelling van dienst als degene die een derde wederdienstneming vervult of vervuld heeft. »

Afdeling 11. — Wijziging van de wet van 20 mei 1994 betreffende de aanwending van de krijgsmacht, de paraatstelling, alsook betreffende de periodes en de standen waarin de militaire zich kan bevinden

Art. 151. In artikel 2, tweede lid, van de wet van 20 mei 1994 betreffende de aanwending van de krijgsmacht, de paraatstelling, alsook betreffende de periodes en de standen waarin de militaire zich kan bevinden, wordt het woord « geschil » vervangen door het woord « conflict ».

Art. 152. Een artikel *3bis*, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel *3bis*. In periode van oorlog kan de kandidaat-militair in vorming, bedoeld in artikel 10, die geen 18 jaar oud is, niet deelnemen aan een vorm van gewapende operationele inzet. »

Art. 153. Artikel 10, vierde lid, van dezelfde wet, wordt vervangen door het volgende lid :

« De deelstand « in hulpverlening » is de deelstand van elke militair die deelneemt aan een opdracht bedoeld in artikel 3, § 1, 2°, b). De militair bedoeld in het eerste lid kan zich niet in die deelstand « in hulpverlening » bevinden, behalve voor het vervullen van opdrachten op het nationale grondgebied. »

Section 12. — Modification de la loi du 20 mai 1994 relative aux droits pécuniaires des militaires

Art. 154. Dans l'article 3 de la loi du 20 mai 1994 relative aux droits pécuniaires des militaires, modifié par l'arrêté royal du 24 juillet 1997, il est inséré un § 3ter, rédigé comme suit :

« § 3ter. Le militaire en congé pour soins palliatifs n'a pas droit au traitement. Toutefois, ce militaire peut prétendre à une allocation d'interruption dont le montant et les conditions d'octroi sont identiques à ceux prévus pour le militaire en non-activité à la suite d'un retrait temporaire d'emploi par interruption de carrière. »

Art. 155. L'article 10 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 10. Outre le traitement, le militaire en « service actif » en période de paix perçoit, dans les sous-positions « service intensif », « assistance » ou « engagement opérationnel », une allocation dont le montant journalier correspond à une fraction du traitement annuel brut dont le dénominateur est le nombre 1850 et dont le numérateur est fixé par le Roi.

Lorsqu'il est dans la sous-position « assistance » ou dans la sous-position « engagement opérationnel », le militaire en « service actif » perçoit, en outre, une indemnité forfaitaire journalière dont le montant est identique pour toutes les catégories du personnel militaire et est fixé par le Roi. Ce montant est multiplié par un coefficient fixé par le Roi en fonction des formes d'engagement, déterminées en application de l'article 3 de la loi du 20 mai 1994 relative à la mise en oeuvre des forces armées, à la mise en condition, ainsi qu'aux périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver, ce coefficient ne pouvant être supérieur à 7. »

Art. 156. A l'article 11 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 2, alinéa 1^{er}, les mots « et aux personnes étrangères à l'armée dont la présence est requise auprès des militaires, » sont insérés entre les mots « service actif » et « en période de paix »;

2° il est inséré un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. En outre, le Roi peut, dans le cadre de restructurations des Forces armées ou en cas de problèmes conjoncturels de personnel :

1° accorder des indemnités de reclassement ou de départ à des militaires qui, à leur demande, quittent prématurément les Forces armées;

2° accorder des primes de recrutement à des candidats militaires, soit à la fin de la période de formation initiale, soit à un moment qu'il fixe.

Concernant les indemnités visées à l'alinéa 1^{er}, 1°, le Roi peut fixer :

1° le montant et les modalités d'octroi de l'indemnité;

2° par catégorie de personnel, les conditions auxquelles les militaires doivent répondre afin d'être pris en compte pour l'octroi de ces indemnités;

3° par catégorie de personnel, le nombre maximal de militaires qui peuvent en bénéficier;

4° les modalités éventuelles de remboursement si le militaire ne satisfait plus aux conditions fixées.

Concernant les primes de recrutement visées à l'alinéa 1^{er}, 2°, le Roi peut fixer :

1° le montant et les modalités d'octroi de la prime;

2° les catégories de personnel, qui peuvent être prises en compte pour l'octroi de la prime;

3° la durée minimale pendant laquelle le bénéficiaire doit rester en service actif;

4° les modalités de remboursement si l'intéressé quitte ou doit quitter les forces armées avant l'expiration de cette période pour des raisons autres que :

a) parce qu'il ne répond plus aux exigences médicales requises et ne peut pour cette raison poursuivre sa formation;

b) la mise à la pension pour cause d'inaptitude physique définitive à tout service militaire. »

Afdeling 12. — Wijziging van de wet van 20 mei 1994 betreffende de geldelijke rechten van de militairen

Art. 154. In artikel 3 van de wet van 20 mei 1994 betreffende de geldelijke rechten van de militairen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 juli 1997, wordt een § 3ter ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3ter. De militair met palliatief verlof heeft geen recht op wedde. Deze militair kan niettemin aanspraak maken op een onderbrekings-toelage waarvan het bedrag en de toekenningsvoorwaarden identiek zijn aan deze voorzien voor de militair in non-activiteit ingevolge een tijdelijke ambtsontheffing wegens loopbaanonderbreking. »

Art. 155. Artikel 10 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 10. Naast de wedde ontvangt de militair in « werkelijke dienst » in periode van vrede, in de deelstanden « intensieve dienst », « hulpverlening » en « operationele inzet » een toelage waarvan het bedrag per dag overeenstemt met een breuk van de bruto jaarwedde met in de noemer het getal 1850 en in de teller het getal bepaald door de Koning.

Wanneer hij zich in de deelstand « hulpverlening » bevindt, of in de deelstand « operationele inzet », ontvangt de militair in « werkelijke dienst » bovendien een dagelijkse forfaitaire vergoeding waarvan het bedrag gelijk is voor alle categorieën van het militair personeel en door de Koning wordt vastgesteld. Dit bedrag wordt vermenigvuldigd met een coëfficiënt die door de Koning wordt vastgesteld afhankelijk van de aanwendingsvormen, die zijn vastgesteld met toepassing van artikel 3 van de wet van 20 mei 1994 betreffende de aanwending van de krijgsmacht, de paraatstelling alsook betreffende de periodes en de standen waarin de militair zich kan bevinden, waarbij deze coëfficiënt niet hoger mag zijn dan 7. »

Art. 156. In artikel 11 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, eerste lid, worden de woorden « en aan de personen die niet behoren tot het leger en wier aanwezigheid bij de militairen noodzakelijk is, » ingevoegd tussen de woorden « in werkelijke dienst » en « in periode van vrede »;

2° er wordt een § 4 ingevoegd, luidende als volgt :

« § 4. Daarenboven kan de Koning, in het kader van herstructureringen van de Krijgsmacht of in geval van conjuncturele personeelsproblemen :

1° herklasserings- of vertrekvergoedingen toekennen aan militairen die, op hun aanvraag, de Krijgsmacht vroegtijdig verlaten;

2° recruiteringspremies toekennen aan kandidaat-militairen, hetzij op het einde van de periode van initiële vorming, hetzij op een moment dat Hij bepaalt.

Wat de toekenning van de in het eerste lid, 1°, bedoelde vergoedingen betreft, kan de Koning volgende aspecten bepalen :

1° het bedrag en de nadere toekenningsvoorwaarden van de vergoeding;

2° per personeelscategorie, de voorwaarden waaraan de militairen moeten voldoen om in aanmerking te komen voor toekenning van deze vergoedingen;

3° per personeelscategorie, het maximum aantal militairen dat hiervan kan genieten;

4° de eventuele nadere terugbetalingsvoorwaarden indien de militair niet langer aan de gestelde voorwaarden voldoet.

Wat de toekenning van de in het eerste lid, 2°, bedoelde recruiteringspremies betreft, kan de Koning bepalen :

1° het bedrag en de toekenningsvoorwaarden van de premie;

2° de personeelscategorieën die voor toekenning van de premie in aanmerking kunnen komen;

3° de minimum duur tijdens dewelke de begunstigde in werkelijke dienst moet blijven;

4° de nadere terugbetalingsvoorwaarden indien de begunstigde de Krijgsmacht verlaat of moet verlaten vóór het verstrijken van deze termijn om andere redenen dan :

a) omdat hij niet langer voldoet aan de eisen op medisch gebied en zijn vorming om die reden niet kan voortzetten;

b) de oppensioenstelling wegens definitieve lichamelijke ongeschiktheid voor elke militaire dienst. »

Art. 157. Un article 14bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 14bis. Les militaires qui se trouvent dans les conditions déterminées par le Roi, peuvent obtenir une avance sur traitement.

Afin de faciliter l'exécution des déplacements de service, les militaires peuvent également obtenir une avance sur les indemnités prévues à cet effet. ».

Section 13. — Modification des lois sur les pensions militaires coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923

Art. 158. L'article 58, dernier alinéa, des lois sur les pensions militaires coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923, modifié par les lois des 26 mai 1948, 2 août 1955, 11 juin 1964, 12 juillet 1973 et 13 juillet 1976, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Pour les caporaux-chefs, brigadiers-chefs, quartiers-maîtres-chefs ou caporaux-chefs musicien, ce temps d'activité est compté à partir de leur nomination au grade de caporal, brigadier, quartier-maître ou caporal musicien. »

Section 14. — Modification de loi du 16 mars 2000 relative à la démission de certains militaires et à la résiliation de l'engagement ou du rengagement de certains candidats militaires, à la fixation de la période de rendement et à la récupération par l'Etat d'une partie des frais consentis par l'Etat pour la formation et d'une partie des traitements perçus pendant la formation

Art. 159. A l'article 4 de loi du 16 mars 2000 relative à la démission de certains militaires et à la résiliation de l'engagement ou du rengagement de certains candidats militaires, à la fixation de la période de rendement et à la récupération par l'Etat d'une partie des frais consentis par l'Etat pour la formation et d'une partie des traitements perçus pendant la formation sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « ou qui a été démis d'office » sont insérés entre les mots « sa démission » et « avant d'avoir »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « ou qui a été démis d'office » sont insérés entre les mots « sa démission » et « après l'obtention ».

Art. 160. A l'article 5 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « ou dont l'engagement est résilié pour motif disciplinaire, inaptitude morale ou professionnelle, » sont insérés entre les mots « son engagement » et « avant d'avoir »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « ou dont l'engagement est résilié pour motif disciplinaire, inaptitude morale ou professionnelle, » sont insérés entre les mots « son engagement » et « avant d'avoir ».

Section 15. — Modification de la loi du 25 mai 2000 relatif à l'enveloppe en personnel militaire

Art. 161. L'article 3, 1°, de la loi du 25 mai 2000 relatif à l'enveloppe en personnel militaire est complété comme suit :

« ainsi que, pour autant qu'ils y soient affectés à temps plein, les officiers généraux et supérieurs attachés à la personne du Roi ou aux membres de la Famille royale; ».

Section 16. — Modification de la loi du 20 mai 1994 relative aux statuts du personnel militaire

Art. 162. L'article 90 de la loi du 20 mai 1994 relative aux statuts du personnel militaire est remplacé par la disposition suivante :

« Article 90. § 1^{er}. Le militaire subit les examens médicaux qui sont nécessaires pour vérifier s'il répond aux critères suivants :

- 1° les critères d'aptitude pour tout service militaire;
- 2° les critères d'aptitude pour l'exercice de certaines fonctions;
- 3° les critères d'aptitude pour l'exécution de certaines missions;
- 4° les critères d'aptitude pour l'exécution de certaines activités.

Art. 157. In dezelve wet wordt een artikel 14bis ingevoegd, luidende :

« Artikel 14bis. De militairen die voldoen aan de voorwaarden die de Koning bepaalt, kunnen een weddevoorschot bekomen.

Wanneer dit wenselijk is voor de goede uitvoering van de dienstreizen, kunnen de militairen tevens een voorschot bekomen op de daartoe vastgestelde vergoedingen. »

Afdeling 13. — Wijziging van de wetten op de militaire pensioenen samengeordend door het koninklijk besluit van 11 augustus 1923

Art. 158. Artikel 58, laatste lid, van de wetten op de militaire pensioenen samengeordend door het koninklijk besluit van 11 augustus 1923, gewijzigd bij de wetten van 26 mei 1948, 2 augustus 1955, 11 juni 1964, 12 juli 1973 en 13 juli 1976, wordt vervangen door het volgende lid :

« Voor de korporaals-chef, brigadiers-chef, kwartiermeesters-chef of korporaals-chef muzikant, wordt die activiteitstijd gerekend vanaf hun benoeming in de graad van korporaal, brigadier, kwartiermeester of korporaal muzikant. »

Afdeling 14. — Wijziging van de wet van 16 maart 2000 betreffende het ontslag van bepaalde militairen en de verbreking van de dienstneming of wederdienstneming van bepaalde kandidaat-militairen, de vaststelling van de rendementsperiode en het terugvorderen door de Staat voor een deel van de door de Staat gedragen kosten voor de vorming en van een gedeelte van de tijdens de vorming genoten wedden

Art. 159. In artikel 4 van de wet van 16 maart 2000 betreffende het ontslag van bepaalde militairen en de verbreking van de dienstneming of wederdienstneming van bepaalde kandidaat-militairen, de vaststelling van de rendementsperiode en het terugvorderen door de Staat voor een deel van de door de Staat gedragen kosten voor de vorming en van een gedeelte van de tijdens de vorming genoten wedden worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden tussen de woorden « zijn ontslag verkrijgt » en de woorden « voor de rendementsperiode » de woorden « of die van ambtswege wordt ontslagen, » ingevoegd;

2° in het tweede lid worden tussen de woorden « zijn ontslag verkrijgt » en de woorden « na het behalen » de woorden « of die van ambtswege wordt ontslagen, » ingevoegd.

Art. 160. In artikel 5 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden tussen de woorden « de dienstneming verkrijgt » en de woorden « voor de rendementsperiode » de woorden « of waarvan de dienstneming wordt verbroken om tuchtrekenen, morele ongeschiktheid of beroepsonbekwaamheid, » ingevoegd;

2° in het tweede lid worden de woorden tussen de woorden « de dienstneming verkrijgt » en de woorden « voor de rendementsperiode » de woorden « of waarvan de dienstneming wordt verbroken om tuchtrekenen, morele ongeschiktheid of beroepsonbekwaamheid, » ingevoegd.

Afdeling 15. — Wijziging van de wet van 25 mei 2000 betreffende de personeelsenveloppe van militairen

Art. 161. Artikel 3, 1°, van de wet van 25 mei 2000 betreffende de personeelsenveloppe van militairen wordt aangevuld als volgt :

« evenals, voor zover zij daartoe voltijds aangewezen zijn, de opperen hoofdofficieren verbonden aan de persoon van de Koning of van de Leden van de Koninklijke Familie; ».

Afdeling 16. — Wijziging van de wet van 20 mei 1994 inzake de rechtstoestanden van het militair personeel

Art. 162. Artikel 90 van de wet van 20 mei 1994 inzake de rechtstoestanden van het militair personeel wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 90. § 1. De militair ondergaat de medische onderzoeken die nodig zijn om na te gaan of hij voldoet aan de volgende criteria :

- 1° de geschiktheidscriteria voor elke militaire dienst;
- 2° de geschiktheidscriteria voor het uitoefenen van bepaalde functies;
- 3° de geschiktheidscriteria voor het uitvoeren van bepaalde opdrachten;
- 4° de geschiktheidscriteria voor het uitvoeren van bepaalde activiteiten.

Le Roi peut fixer les critères visés à l'alinéa 1^{er} par catégorie d'âges ainsi que par catégorie de militaires. Toutefois, le ministre de la Défense ou son délégué, peut fixer ces critères dans un règlement lorsqu'il n'y a pas d'avantage pécuniaire directement lié aux fonctions, missions ou activités en question.

De plus, le Roi peut :

1° désigner les autorités qui doivent éventuellement donner un avis quant à l'aptitude médicale du militaire;

2° désigner les autorités compétentes pour décider de l'aptitude médicale du militaire;

3° fixer la procédure menant à la décision quant à l'aptitude médicale du militaire.

§ 2. Sauf contre-indication médicale, le militaire est soumis aux mesures prophylactiques et aux traitements dont la nature, le nombre et les modalités sont fixés par le Roi.

§ 3. Des échantillons peuvent être prélevés sur le militaire et conservés. Ces échantillons peuvent être utilisés uniquement dans le cadre de la médecine du travail au sein des forces armées pour rechercher les causes des symptômes et des affections dont souffre le militaire ou l'ancien militaire et pour en déterminer le traitement.

Le Roi fixe la nature et le nombre d'échantillons ainsi que les modalités de leur prélèvement, de leur conservation et de leur utilisation. »

Section 17. — Modification de la loi du 25 mai 2000 relative à la mise en disponibilité de certains militaires du cadre actif des forces armées

Art. 163. L'article 15 de la loi du 25 mai 2000 relative à la mise en disponibilité de certains militaires du cadre actif des forces armées est complété par l'alinéa suivant :

« La mise en disponibilité peut être accordée du 1^{er} juillet 2001 au 31 décembre 2002 inclus aux officiers généraux qui, à la date du 1^{er} janvier 2001, satisfont à la condition fixée à l'article 2, alinéa 1^{er}, 3^o, a). »

CHAPITRE II. — Dispositions particulières

Art. 164. Dans toutes les lois et arrêtés relatifs aux forces armées et à leur personnel, il y a lieu de remplacer les mots « force navale » par le mot « marine ». Le Roi peut mettre les lois relatifs aux forces armées et son personnel en concordance avec cette terminologie.

Pour l'application des dispositions des lois et arrêtés relatifs aux forces armées, la marine est considérée comme une force.

Art. 165. Les articles 18 à 21 s'appliquent aux membres du corps opérationnel de la gendarmerie.

Les articles 18 à 24, 34 à 120, 136 à 143 et 154 s'appliquent aux militaires transférés vers le corps administratif et logistique de la gendarmerie.

CHAPITRE III. — Dispositions transitoires et finales

Art. 166. L'appellation du grade est modifiée, avec maintien de l'ancienneté :

1° en « premier matelot » pour le militaire revêtu du grade de matelot de première classe;

2° en « quartier-maître » pour le militaire revêtu du grade de premier matelot;

3° en « quartier-maître-chef » pour le militaire revêtu du grade de quartier-maître;

4° en « premier quartier-maître-chef » pour le militaire revêtu du grade de quartier-maître-chef.

Art. 167. Le Roi détermine les modalités transitoires nécessaires pour l'application des dispositions de la présente loi.

Art. 168. Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des articles 2 à 17 et 23 au plus tard le 1^{er} septembre 2002.

Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur respective des articles 26 à 33, 42 à 47, 49, 51 à 53, 56, 65 à 67, 73 à 78, 80, 84, 85, 87 à 89, 91 à 93, 99, 102, 105, 108, 126, 127, 129 à 132, 141, 158, 162 et 166 de la présente loi.

De Koning kan de criteria bedoeld in het eerste lid vaststellen per leeftijdscategorie en per categorie militairen. De minister van Landsverdediging of zijn afgevaardigde kan evenwel deze criteria in een reglement vaststellen indien aan de desbetreffende functies, opdrachten of activiteiten niet rechtstreeks geldelijke voordelen verbonden zijn.

Bovendien kan de Koning :

1° de overheden, die eventueel een advies moeten geven over de medische geschiktheid van de militair, aanwijzen;

2° de overheden, bevoegd om te beslissen over de medische geschiktheid van de militair, aanwijzen;

3° de procedure, die leidt tot de beslissing over de medische geschiktheid van de militair, vaststellen.

§ 2. Tenzij er een medische contra-indicatie bestaat, wordt de militair onderworpen aan de profylactische maatregelen en aan de behandelingen waarvan de aard, het aantal en de nadere regels door de Koning worden bepaald.

§ 3. Van de militair kunnen stalen afgenomen en bewaard worden. Deze stalen kunnen uitsluitend gebruikt worden in het kader van de arbeidsgeneeskunde binnen de krijgsmacht om de oorzaken op te sporen van de symptomen en de aandoeningen waaraan de militair of de voormalige militair lijdt en voor het vaststellen van de behandeling.

De Koning bepaalt de aard en het aantal stalen evenals de nadere regels betreffende hun afname, hun bewaring en hun gebruik. »

Afdeling 17. — Wijziging van de wet van 25 mei 2000 betreffende het indisponibiliteitstellen van bepaalde militairen van het actief kader van de krijgsmacht

Art. 163. Artikel 15 van de wet van 25 mei 2000 betreffende het indisponibiliteitstellen van bepaalde militairen van het actief kader van de krijgsmacht wordt aangevuld met het volgende lid :

« De indisponibiliteitsstelling kan toegestaan worden van 1 juli 2001 tot en met 31 december 2002 aan de opperofficieren die op 1 januari 2001 voldoen aan de voorwaarde bepaald in artikel 2, eerste lid, 3^o, a). »

HOOFDSTUK II. — Bijzondere bepalingen

Art. 164. In alle wetten en besluiten betreffende de krijgsmacht en zijn personeel, wordt het woord « zeemacht » vervangen door het woord « marine ». De Koning kan de wetten betreffende de krijgsmacht en zijn personeel in overeenstemming brengen met deze terminologie.

Voor de toepassing van de bepalingen van de wetten en koninklijke besluiten betreffende de krijgsmacht wordt de marine als een krijgsmachtdeel beschouwd.

Art. 165. De artikelen 18 tot 21 zijn van toepassing op de leden van het operationeel korps van de rijkswacht.

De artikelen 18 tot 24, 34 tot 120, 136 tot 143 en 154 zijn van toepassing op de naar het administratief en logistiek korps van de rijkswacht overgeplaatste militairen.

HOOFDSTUK III. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 166. De benaming van de graad wordt, met behoud van anciënniteit gewijzigd :

1° in « eerste matroos » voor de militair bekleed met de graad van matroos eerste klasse;

2° in « kwartiermeester » voor de militair bekleed met de graad van eerste matroos;

3° in « kwartiermeester-chef » voor de militair bekleed met de graad van kwartiermeester;

4° in « eerste kwartiermeester-chef » voor de militair bekleed met de graad van kwartiermeester-chef.

Art. 167. De Koning bepaalt de nadere overgangsmaatregelen die nodig zijn voor de toepassing van de bepalingen van deze wet.

Art. 168. De artikelen 2 tot 17 en 23 treden in werking op de door de Koning te bepalen datum, en uiterlijk op 1 september 2002.

De artikelen 26 tot 33, 42 tot 47, 49, 51 tot 53, 56, 65 tot 67, 73 tot 78, 80, 84, 85, 87 tot 89, 91 tot 93, 99, 102, 105, 108, 126, 127, 129 tot 132, 141, 158, 162 en 166 van deze wet treden in werking op de door de Koning te bepalen datum.

L'article 95 de la présente loi produit ses effets le 1^{er} janvier 2000.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 mars 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,
A. FLAHAUT

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

—————
Note

(1) *Session 2000-2001*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 975/1. — Amendements, n°s 975/2, 975/3, 975/6. — Rapport, n° 975/4. — Texte adopté par la Commission, n° 975/5.

Het artikel 95 van deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2000.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 maart 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
A. FLAHAUT

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

—————
Nota

(1) *Zitting 2000-2001 :*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van wet, nr. 975/1. — Amendementen, nrs. 975/2, 975/3, 975/6. — Verslag, nr. 975/4. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 975/5.

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 2001 — 977

[2001/22204]

13 MARS 2001. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 26 juin 1987 portant exécution de l'article 119bis des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, notamment l'article 119bis, inséré par la loi du 4 juillet 1969 et remplacé par l'arrêté royal n° 534 du 31 mars 1987;

Vu l'arrêté royal du 26 juin 1987 portant exécution de l'article 119bis des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés du 21 décembre 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 novembre 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 décembre 2000;

Vu l'avis 31.152/1 du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 26 juin 1987 portant exécution de l'article 119bis des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, les mots « 5 000 francs » sont remplacés par les mots « 500 euro ».

Art. 2. A l'article 2, alinéas 1^{er} et 2 du même arrêté, les mots « 6 000 francs » sont remplacés par les mots « 620 euro ».

Art. 3. A l'article 6 du même arrêté, les mots « 200 francs » sont remplacés par les mots « 25 euro ».

Art. 4. Au lieu des montants 500 euros à l'article 1^{er}, 620 euro à l'article 2 et 25 euros à l'article 3, il y a lieu d'appliquer, jusqu'au 31 décembre 2001, respectivement les montants 20 000 francs, 25 000 francs et 1 000 francs.

Art. 5. Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 mars 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,
F. VANDENBROUCKE

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 2001 — 977

[2001/22204]

13 MAART 2001. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 juni 1987 tot uitvoering van artikel 119bis van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, inzonderheid op artikel 119bis, ingevoegd bij de wet van 4 juli 1969 en vervangen bij het koninklijk besluit nr. 534 van 31 maart 1987;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 juni 1987 tot uitvoering van artikel 119bis van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

Gelet op het advies van 21 december 1999 van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 november 2000;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 11 december 2000;

Gelet op advies 31.152/1 van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 26 juni 1987 tot uitvoering van artikel 119bis van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders worden de woorden « 5 000 F » vervangen door de woorden « 500 euro ».

Art. 2. In artikel 2, eerste en tweede lid van hetzelfde besluit worden de woorden « 6 000 F » vervangen door de woorden « 620 euro ».

Art. 3. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de woorden « 200 F » vervangen door de woorden « 25 euro ».

Art. 4. Tot 31 december 2001 gelden in plaats van de bedragen 500 euro in artikel 1, 620 euro in artikel 2, en 25 euro in artikel 3, respectievelijk de bedragen 20 000 frank, 25 000 frank en 1 000 frank.

Art. 5. Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 maart 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,
F. VANDENBROUCKE